



## **Revue de presse « Défense »**

(contact : [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr))

*Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez soit contacter directement le responsable de thème de Défense soit réagir en adressant un courriel à l'adresse indiquée ci-dessus.*

*L'équipe de la Revue de presse Défense vous remercie de votre confiance et de votre intérêt pour son travail, toutes vos suggestions sont les bienvenues. Cette revue de presse paraît désormais sur le site de l'UNION-IHEDN, à l'adresse : <http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>*



*Et*



**Date : 20 décembre 2019**

**PROCHAINE DIFFUSION : le jeudi 2 janvier 2020**

### **Sommaire des articles proposés**

- 1) Enjeux de la Défense, Doctrine, Concepts, Missions :
  - *Urgence stratégique*
  - *Barkhane : un raid mené par des Mirage 2000D au Burkina Faso a « neutralisé » une quinzaine de jihadistes*
- 2) Relations internationales - Europe de la défense - OTAN :
  - *L'improbable « pax russica » au Proche-Orient*
  - *Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire : les enjeux du voyage*
  - *Défense européenne : faire le deuil de l'Angleterre*
- 3) Armements - Industries - Économie :
  - *Le patrouilleur « Gabriella Silang » quittera la France le 30 décembre*

- *Pendant que Boeing coule, Airbus vole très haut : plus de 1000 commandes en 2019*
  - *Les enjeux de puissance et les intérêts économiques privés autour de l'accès à l'espace et de son exploitation*
  - *La gouvernance de l'Internet est une gouvernance des infrastructures*
- 4) Les forces armées - Air - Marine - Terre - Gendarmerie :
- *Les drones français Reaper capables désormais de frapper l'ennemi*
  - *La Fabrique Défense : trois questions sur le MOPS*
  - *Méditerranée orientale : une coopération à 360° pour le Surcouf*
  - *Allocution du CEMAA devant les auditeurs de l'IHEDN*
  - *Présentation des résultats de l'enquête nouvelle génération (ENG)*
- 5) Zones de conflits :
- *Au Liban, Hassan Diab, soutenu par le Hezbollah, est nommé Premier ministre*
  - *« Nous évitons le pire » : au Sahel, le chef de l'armée française réaffirme la nécessité de l'opération Barkhane*
  - *Cameroun : un statut spécial pour la zone anglophone : et après ?*
- 6) Renseignements et menaces :
- *L'Iran appelle les pays musulmans à combattre le « terrorisme économique » des USA*
  - *Nouvelle Zélande : plus de 56 000 armes à feu récupérées*
  - *Etats-Unis : alerte aux navigateurs sur la présence d'un « espion » russe*
  - *La dette publique française à plus de 100% du PIB fin septembre*
- 7) Sécurité intérieure :
- *France Télécoms et ses trois anciens dirigeants reconnus coupables de harcèlement moral institutionnel*
- 8) Énergie environnement climat :
- *La COP 25 : un échec face à l'urgence climatique ?*
  - *Macron cherche un créneau entre Greta et Donald (Trump)*
  - *Méthane, les émissions ignorées des accidents de puits*
- 9) Géopolitique de la culture :
- *Qatar – Arabie saoudite une réconciliation à pas de tortue*
  - *« Le christianisme au Nigéria redevient une religion de martyrs »*
- 10) Géopolitique de l'information :
- *Francfort ferme son réseau informatique suite à une infection par le malware Emotet*
  - *Batterie : la nouvelle conception d'IBM utilise l'eau de mer*
  - *Huawei : les opérateurs français demandent aux autorités davantage de clarté*
  - *Une faille de WhatsApp pouvait supprimer des groupes de discussion*
  - *Epilepsie : spectaculaire attaque sur un compte Twitter*
- 11) Jour après Jour : 20 décembre 2019
- 12) Revue de presse internationale en langue étrangère :
- *Turkey warns of 'escalation' if US Cyprus arms embargo*
  - *Merkel says 'no pressure' from Beijing to accept Huawei in 5G rollout*
  - *HII launches USS John F. Kennedy ahead of further construction, testing*
  - *Austral delivers USNS Puerto Rico EPF ship to Navy*

- *China, S.Korea and Japan leaders to discuss N.Korea tensions*
- *Moscow lifts veil on missile attack warning system*

13) Liste d'articles non retenus mais pouvant être consultés sur demande.

\*\*\*\*\*

*Votre avis nous intéresse : si vous voulez réagir à un article de la Revue de presse, vous pouvez contacter directement le responsable de la revue, en adressant un courriel à : [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr), ou au webmaster du site « [union-ihedn.org](http://union-ihedn.org) ».*

## 1/ ENJEUX DE LA DEFENSE - DOCTRINE - CONCEPTS – MISSIONS

### □ □ THEME 1 - 1 : Urgence stratégique

Source, journal ou site Internet : ASAF

Date 15 décembre 2019

Auteurs : La rédaction

Adressé par André Dulou

Les chefs d'état-major ont été récemment auditionnés par les deux Commissions de la Défense de l'Assemblée nationale et du Sénat. Combien de Français ont eu connaissance de leurs propos ? Hélas, aucun de ces chefs ne semble avoir été sollicité par les grands médias pour s'exprimer devant les Français sur les menaces et enjeux stratégiques, la singularité militaire et les exigences opérationnelles. C'est d'autant plus surprenant que notre pays est en guerre et qu'on enterre régulièrement ses soldats morts au combat pour la France. tous ont exposé leurs préoccupations. Elles doivent être connues non seulement de quelques dirigeants politiques mais aussi du plus grand nombre de Français qui ne peuvent se plonger dans le compte-rendu des différentes auditions. C'est l'objet de cette lettre d'information et de sensibilisation.

#### **Menaces**

Elles ne cessent de se diversifier, de se combiner et de muter en des formes nouvelles. Elles se signalent par une hausse importante des dépenses d'armement dans le monde. Sur certains théâtres d'opérations, l'armée de l'Air se heurte à des tentatives destinées à lui interdire l'espace aérien ce qui l'oblige à disposer de capacités de neutralisation des défenses antiaériennes plus performantes. Sur et autour de notre territoire national, nos forces font face à des menaces directes telles que la présence plus fréquente d'aéronefs et de sous-marins étrangers dans des zones situées à proximité de nos côtes et de notre espace aérien. Sans que cette liste soit exhaustive, il y a la menace que font peser les groupes terroristes, et l'utilisation, pour le moment à l'étranger, de drones difficiles à détecter et à neutraliser. Ces menaces sont combinées avec des actions médiatiques et psychologiques visant à fragiliser la cohésion et la résilience de la Nation.

#### **Ressources financières**

En 2015, le budget consacré aux Armées atteignait le seuil catastrophique de 1,5 % du PIB et, sans sa stabilisation provoquée par les attentats, il devait se réduire encore jusqu'à 1,3 % du PIB. Cette chute mortelle était ininterrompue depuis 1980, année où la part du PIB atteignait 3 %, et ce malgré les crises pétrolières de 1975 et 1978. Ces réductions drastiques ont conduit à un affaiblissement considérable de notre armée occulté par la plupart des responsables politiques de tous bords. Cette baisse était d'autant plus pénalisante pour nos forces conventionnelles, celles qui font la guerre, que la dissuasion nucléaire devait être préservée et que les opérations extérieures se multipliaient. Cela s'est traduit par un vieillissement des matériels dont les principaux avaient entre 30 et 50 ans d'âge. Les stocks de munitions étaient réduits à la portion

congrue et l'infrastructure, qui ne disposait plus de crédits suffisants pour l'entretien élémentaire, ne cessait de se délabrer. Dans ces conditions, la très récente remontée des crédits budgétaires qui a pour objectif d'atteindre le seuil de 2 % du PIB en 2025 (soit celui de l'année 1990) ne pourra, au mieux, que combler une partie des lacunes, d'autant que deux nouvelles dimensions de la Défense doivent être davantage prises en compte : la cyberdéfense et le spatial qui deviennent des domaines vitaux pour notre pays.

## **Matériels**

La Marine, qui commence à bénéficier de capacités de frappes à longue distance par des missiles de croisière, souffre cependant de ne pas disposer d'un nombre suffisant de bâtiments lui permettant de contrôler notre zone économique exclusive (ZEE) de plus de 11 millions de km<sup>2</sup> (la 2<sup>e</sup> du monde). L'armée de Terre utilise encore en opération des *VAB* qui ont plus de 40 ans d'âge et elle ne peut aligner plus d'une quinzaine d'hélicoptères au Sahel, pour couvrir une superficie équivalente à 10 fois celle de la France ! Notre industrie d'armement se doit d'être puissante et doit donc exporter. C'est non seulement pour des raisons économiques et technologiques mais aussi parce qu'il vaut mieux connaître les armes qui pourraient un jour nous être opposées que celles vendues par d'autres pays.

## **Les ressources humaines**

Mais la force d'une armée repose avant tout sur la qualité de ses personnels, qui est liée à leur recrutement, leur formation, leur expérience, leur cohésion et leur moral, mais aussi sur le soutien dont fait preuve la Nation à l'égard de ses soldats. Leur mission est unique ; elle consiste à donner la mort, et à la recevoir le cas échéant, au nom du peuple français pour assurer sa protection, garantir l'intégrité du territoire et défendre ses intérêts stratégiques. Notre armée a donc besoin d'hommes et de femmes plaçant le service du pays au-dessus des intérêts personnels et acceptant la perspective du sacrifice suprême. Mais que deviendrait une armée si elle ne se sentait pas soutenue par le pays, pire, si elle se sentait trahie par ses dirigeants ?

### **En conclusion**

2020 verra le 80<sup>e</sup> anniversaire de la défaite de 1940. Sachons tirer les leçons des deux décennies qui l'ont précédée : une démographie insuffisante liée aux immenses pertes de la Grande Guerre, des alliances illusives, une confiance excessive dans la sécurité collective fondée à l'époque sur la Société des Nations, un refus de voir, de dénoncer et d'agir vite et fort contre la menace nazie, mais aussi une baisse prolongée des budgets de Défense et une impossible remontée en puissance car trop tardive, une absence d'industrie de Défense puissante et de délais suffisants pour transformer du matériel et des hommes en armée cohérente et forte. Mais peut-être et avant tout, à cette époque régnaient chez un grand nombre de Français cette lassitude, ce doute, ce sentiment oublié que la liberté était le fruit d'un combat permanent que leurs aïeux avaient su mener et qu'il leur revenait de poursuivre... Que 2020 soit une année de prise de conscience, de mobilisation et de redressement de la France par tous les Français ! C'est notre vœu le plus cher.

## **□ □ THEME 1 - 2 : Barkhane : un raid mené par des Mirage 2000D au Burkina Faso a « neutralisé » une quinzaine de jihadistes**

**Source, journal ou site Internet : OPEX 360**

**Date 19 décembre 2019**

**Auteur : Laurent Lagneau**

**Adressé par André Dulou**

En novembre, une lettre adressée à l'attaché militaire de l'ambassade de France à Ouagadougou par le général Moïse Miningo, le chef d'état-major des forces burkinabè, et diffusée via les réseaux sociaux, a fait un peu de bruit, alors que son authenticité n'avait pas été formellement vérifiée [mais sa teneur n'a pas pour autant démenti par la suite]. Ainsi, ce courrier demandait à la force Barkhane d'informer les autorités militaires burkinabè du mouvement de ses aéronefs au Burkina Faso au moins 48 heures à l'avance. « Depuis un certain temps, il ressort de façon récurrente que des es aéronefs non identifiés survolent nos bases et zones d'opération. Aussi, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, désormais, des instructions ont été données aux unités déployées pour qu'ils soient considérés comme ennemis et traités comme tel. Par conséquent, nous vous prions de vouloir bien nous informer 48 heures à l'avance de tout déplacement de vos aéronefs dans ces zones et en coordination avec l'armée de l'Air et l'État-major général des armées », aurait écrit le général Miningo. Évidemment, certains y ont vu le signe d'une tension entre Paris et Ouagadougou... Mais on aurait pu aussi interpréter le contenu de cette lettre d'une manière différente, en y voyant la volonté du général Miningo d'éviter une possible méprise. D'autant plus que, en décembre 2018, la France et le Burkina Faso avaient signé un accord permettant « d'améliorer le cadre juridique de la coopération » de leurs forces respectives, « dans le plein respect de la souveraineté de chacun. » À l'époque, le ministère des Armées avait même rappelé que la France intervenait « en soutien du Burkina Faso dans ses efforts de lutte contre le terrorisme, y compris par un appui direct de la force Barkhane » et que cela s'était déjà traduit par « plusieurs opérations anti-terroristes menées en soutien aux forces armées burkinabè aux frontières du pays avec le Mali, mais aussi par des formations régulièrement dispensées. » Quoi qu'il en soit, la force barkhane est d'ailleurs une nouvelle fois intervenue au Burkina Faso, le 9 décembre dernier. En effet, selon l'État-major des armées [EMA], une patrouille de Mirage 2000D a conduit une « opération d'opportunité au nord du Burkina Faso, dans une région où sévit plus particulièrement le groupe terroriste Ansarul Islam. » Le communiqué de l'EMA ne précise pas comment les renseignements à l'origine de cette « opération d'opportunité » ont été obtenus. Toujours est-il qu'un regroupement d'individus, « armés et équipés de motos », a été repéré, alors qu'il se préparait « manifestement » à lancer une attaque d'ampleur. Sollicité, les Mirage 2000 ont alors visé ce regroupement en larguant quatre bombes. « Une quinzaine de terroristes et leurs motos ont ainsi été neutralisés. De l'armement a également été détruit au cours de cette action », assure l'État-major des armées. Cette opération rappelle celle menée le 30 novembre entre Mopti et Gao [Mali]. Pour rappel, grâce à des moyens ISR, une colonne de motos appartenant à un groupe jihadiste avait été détruite grâce à l'intervention des Mirage 2000 et des hélicoptères d'attaque Tigre et Gazelle. Selon toute vraisemblance, cette action a empêché une attaque « complexe » contre les Forces armées maliennes [FAMa]. À noter que, le 17 décembre, les forces burkinabè ont démantelé une « base logistique » et neutralisé 4 terroristes lors d'une opération conduite à Belhourou, localité située près d'Arbinda, dans la province du Soum [nord]. « De l'armement lourd, des munitions et des engins explosifs improvisés ont été saisis ainsi que des motos et divers autres matériels », a précisé l'état-major général burkinabè. Par ailleurs, au Mali, plus précisément dans la région du Gourma, la force Barkhane a conduit un raid hélicoptéré également « d'opportunité », près de Menaka, dans la nuit du 14 au 15 décembre. « Cette opération a permis de mettre hors de combat une dizaine de membres de l'État islamique au Grand Sahara [EIGS], de saisir de l'armement et du matériel électronique », a indiqué l'EMA.

## **2/ RELATIONS INTERNATIONALES -** **EUROPE DE LA DEFENSE - OTAN :**

## THEME 2 - 1 : L'improbable « pax russica » au Proche-Orient

Source, journal ou site Internet : Orient XXI

Date 20 décembre 2019

Auteur : Igor Delanoë

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Quatre ans après avoir déclenché son opération militaire en Syrie, la Russie est parvenue à y stabiliser la situation. Elle dispose d'une position de médiatrice, voire d'arbitre, sur tous les dossiers régionaux, obtenue par la qualité des relations qu'elle a su nouer avec la majorité des acteurs. Le Proche-Orient s'intègre par ailleurs dans la stratégie globale de puissance déployée par le Kremlin. Que veut la Russie au Proche-Orient ? Cette question revient régulièrement depuis que Moscou est non seulement parvenue à remettre en selle le régime syrien, mais aussi qu'elle est redevenue une actrice sécuritaire de premier plan sur la scène stratégique proche-orientale. Pourtant, Moscou n'entend pas substituer une quelconque pax russica à la pax americana agonisante ; elle n'en a ni les moyens, ni même certainement l'envie. Le Kremlin a retenu les leçons de l'époque soviétique, lorsque l'URSS apportait par idéologie une aide militaire, matérielle et économique massive aux pays ayant rejoint le camp socialiste. La mémoire de ces milliards de dollars dépensés pour une cause perdue, ainsi que les moyens financiers considérablement plus limités de la Russie postsoviétique conduisent le Kremlin à adopter une approche plus réaliste. Rien que l'assistance militaro-technique soviétique aura généré une dette cumulée de plusieurs milliards de dollars auprès de pays comme la Libye, la Syrie et l'Irak, que la Russie sera contrainte de renégocier et, très souvent, d'effacer, dans les années 2000 (contre la signature de nouveaux contrats d'armement). Les 5 milliards de dollars (4,5 milliards d'euros) de crédit que la Russie envisagerait de consentir à l'Iran sont ainsi déjà considérés par certains à Moscou comme un investissement risqué, sur fond de forte récession de l'économie iranienne, laquelle connaîtra une récession de 9,5 % en 2019 selon le FMI et de manifestations dans le pays.

### LA « CARTE DE VISITE » SYRIENNE

Le retrait de la scène proche-orientale de Washington qui laisse faire deux de ses principaux alliés — Israël et l'Arabie saoudite — joue à l'évidence en faveur de la Russie. L'espace diplomatique concédé ainsi que les flottements dont ont fait preuve les administrations Obama et Trump en Syrie ont contrasté avec la forte détermination affichée par Moscou sur ce même dossier. La carte de visite syrienne a depuis été mise en avant par les Russes à travers la région — et au-delà, en Afrique et jusqu'au Venezuela — dans une logique globale de recomposition d'influence et de contestation du leadership américain. Par sa résonance, le succès militaire russe en Syrie joue un rôle d'égalisateur de puissance face à l'hégémonie militaire des États-Unis au Proche-Orient. Ils disposent encore de 60 000 hommes prépositionnés dans des bases disséminées à travers la région, tandis qu'un groupe aéronaval emmené par le porte-avions nucléaire Abraham Lincoln croise depuis des semaines dans la zone du golfe Persique. L'US Navy n'a jamais eu autant d'hommes déployés au Proche-Orient qu'aujourd'hui et Washington envisagerait d'y envoyer 14 000 soldats supplémentaires. Les dividendes retirés par la Russie au Proche-Orient grâce à sa campagne syrienne sont mesurables non seulement à l'aune du statut de puissance retrouvé, mais aussi et de plus en plus en termes économiques. Ainsi, dans un contexte de croissance du volume du commerce extérieur russe depuis 2015, la part des partenaires commerciaux proche-orientaux de Moscou augmente constamment : si elle était de 6,1 % en 2016, elle a été de 7,1 % en 2018. En ce qui concerne les ventes d'armement, en dépit du tassement du volume des exportations annuelles de matériels militaires russes, on constate

une nette augmentation de la part des pays du Proche-Orient sur la période 2014-2018. Ils sont ainsi les récipiendaires de 45 à 48 % de l'ensemble des exportations d'armements russes, soit autant que les clients asiatiques, qui représentaient jusque-là de 60 à 70 % du portefeuille d'exports de matériels militaires russes. Le complexe militaro-industriel russe a bénéficié de « l'effet Syrie ».

## DANS LES TRIANGLES DU PROCHE-ORIENT

Depuis les Printemps arabes, le retranchement américain puis l'insertion russe en Syrie, trois « triangles » ont fait leur apparition sur la scène stratégique proche-orientale. Dans le contexte subrégional syrien, le « trio d'Astana » formé par la Russie, l'Iran et la Turquie est devenu depuis sa formation fin 2016 le forum le plus actif pour la stabilisation de la crise. Il s'est avéré particulièrement utile lors des discussions entre Russes, Turcs et Iraniens sur les modalités de redditions des différentes « zones de désescalade » en 2017-2018. Disposant avant tout d'une vocation pratique et technique avec un fort impact sur le terrain au niveau tactique, voire opérationnel, ce forum a survécu à la disparition de ces zones qu'il avait créées. Sa pérennité tout comme la résilience de son fonctionnement doivent beaucoup à la flexibilité de la posture de ses « parrains ». Depuis sa création, deux tendances émergent : la prépondérance de la branche russo-turque et la cristallisation de la concurrence russo-iranienne autour du centre du triangle, incarné par Bachar Al-Assad. La prévalence russo-turque constatée en 2018-2019 est le produit d'un double contexte : celui des tensions autour de la dernière zone de désescalade existante — celle d'Idlib —, et celui lié aux conséquences du retrait partiel des troupes américaines du nord-est syrien à l'automne 2019. Dans les deux cas, l'entente entre Moscou et Ankara, toujours sur une base transactionnelle et court-termiste s'est avérée décisive pour prévenir une escalade de la situation, sans pour autant en résoudre les fondamentaux. Le Hayat Tahrir al-Sham (Organisation de libération du Levant) reste un sérieux défi à Idlib, tandis que la nouvelle réalité créée à l'est de l'Euphrate et entérinée par l'accord russo-turc de Sotchi du 22 octobre 2019 après le départ des Américains revêt un caractère provisoire. Par ailleurs, le lancement du comité constitutionnel sous l'égide de l'ONU fin octobre est de nature à accroître la concurrence à laquelle se livrent Russes et Iraniens en Syrie. En effet, dans le cadre de ce comité, il sera demandé à Damas de faire des concessions d'ordre politique, en lien avec la refonte partielle ou totale de la Constitution syrienne. Dans ce contexte, face à la pression qu'il devrait subir de la part de son allié russe, le régime n'aura d'autre alternative que de chercher de la marge de manœuvre auprès de son autre parrain, l'Iran, marginalisé dans le processus du comité constitutionnel.

## UNE PUISSANCE DE STATU QUO

Le second triangle qui a émergé est celui formé par les trois puissances proche-orientales : l'Arabie saoudite, l'Iran et la Turquie. Ces trois acteurs disposent d'un agenda régional et se livrent à une compétition pour le leadership qui a pris une forme exacerbée en Syrie. Cette compétition s'exprime aussi avec force sur d'autres théâtres : la Libye, le Yémen, et avec une moindre violence, au Liban. La Russie se positionne au centre de ce triangle dans la mesure où elle dispose de relations constructives, bien que sujettes à des dynamiques particulières, avec les trois acteurs. Tous trois ont en outre vu leurs relations avec Washington évoluer au cours des dernières années. Les liens entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, s'ils restent forts, se sont néanmoins substantiellement mercantilisés depuis l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. Ceux entre Ankara et Washington se sont beaucoup dégradés après la tentative ratée de coup d'État contre le président turc à l'été 2016. Enfin, entre Iraniens et Américains, l'objectif est d'éviter un accident qui risquerait de dégénérer en conflit ouvert. Vu de Moscou, il est primordial de conserver de bonnes relations de travail avec ces trois capitales, étant

entendu que ces liens ne sont pas fondés sur l'établissement de la confiance, mais qu'ils reposent plutôt sur une logique d'intérêts. Les Saoudiens disposent en effet de leviers puissants pris en compte par les Russes : la production de pétrole, une force de frappe financière considérable dont aimerait bien bénéficier la Russie, et le vecteur religieux. Il en est de même pour la Turquie : le vecteur de la turcophonie dans l'espace post-soviétique, la maîtrise des Détroits (Bosphore et Dardanelles), l'influence turque dans les Balkans... L'Iran, la Turquie et l'Arabie saoudite redoutent vivement par ailleurs de voir éclore chez eux des mouvements de contestation populaire similaires à ceux des Printemps arabes. En ce sens, le discours conservateur déployé par la Russie au Proche-Orient et en Afrique du Nord, dans lequel Moscou apparaît comme une puissance du statu quo est de nature à rassurer Riyad, Ankara et Téhéran. Toutefois, c'est le seul facteur puissant de convergence entre la Russie et l'Iran, avec peut-être aussi la stabilisation de la situation en Afghanistan. Car, en plus d'une appréciation différente des modalités du règlement du conflit syrien, les Russes n'adhèrent pas à l'agenda iranien dans le Golfe (Yémen et posture iranienne sur Ormuz et les eaux du Golfe), tandis que tous deux voient le volume de leur commerce s'atrophier continuellement depuis 10 ans

## ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET LA CHINE

Le troisième triangle qui ressort au Proche-Orient est formé par les puissances extrarégionales que sont la Russie, les États-Unis et la Chine. Ces acteurs disposent à la fois d'un agenda régional et d'un agenda global dans lequel s'intègre la région. Si la première puissance — la Russie — brille avant tout par sa capacité de discussion élargie avec tous les acteurs, la seconde demeure une puissance militaire incontournable et la troisième, un acteur économique de premier plan. Ce triangle correspond ni plus ni moins à celui esquissé par Henry Kissinger, secrétaire d'État et conseiller à la sécurité nationale sous les administrations Nixon et Carter. Il théorisa qu'il était préférable pour Washington d'entretenir de meilleures relations avec Moscou et Pékin que celles que Chinois et Soviétiques pouvaient entretenir entre eux, mais dans le contexte proche-oriental. Or, la branche sino-russe du triangle de Kissinger paraît de loin la plus solide. Dans quelle mesure ce partenariat dynamique russo-chinois peut-il devenir structurant sur la scène stratégique proche-orientale ? À ce stade, il n'existe pas d'éléments corroborant l'hypothèse d'une action sino-russe en tandem. Tout juste constate-t-on au Conseil de sécurité de l'ONU que les Chinois laissent volontiers les Russes monter au front face aux Occidentaux sur le dossier syrien, et se contentent d'utiliser le moment venu, mais de manière non systématique, leur droit de veto, avec Moscou. Ainsi, la Chine a par quatre fois utilisé son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU depuis 2012 pour bloquer des projets de résolution en relation avec la Syrie. La dernière fois, c'était en septembre 2019. Par comparaison, la Russie l'a utilisé deux fois rien qu'en 2018. Alors que le règlement politique de la crise syrienne continue de se faire attendre, Moscou se trouve à la charnière de ces trois triangles. Sa capacité de discussion transversale se déploie sur les trois niveaux – subrégional, régional et « global ». Le rôle de Moscou dans le règlement du conflit syrien — ou dans celui de toute autre crise au Proche-Orient — devrait conforter cette tendance. En revanche, la Russie est dans l'incapacité d'agréger à son pouvoir diplomatique la puissance militaire nécessaire et les capacités économiques idoines qui permettraient l'avènement d'une pax russica au Proche-Orient.

## □ □ THEME 2 - 2 : Emmanuel Macron en Côte d'Ivoire : les enjeux du voyage

Source, journal ou site Internet : La Croix

Date : 20 décembre 2019

Auteur : Laurent Larcher



## Adressé par André Dulou

Le président français s'envole ce vendredi 20 décembre pour un voyage de deux jours en Côte d'Ivoire. Une visite dans un contexte d'insécurité et de déstabilisation sous-régionale qui inquiètent de plus en plus l'Élysée. Fêtes de fin d'année oblige, le président français se rend ce vendredi 20 décembre en Côte d'Ivoire pour un voyage de deux jours. Comme il l'a fait au Niger en 2017, puis au Tchad en 2018, Emmanuel Macron partagera un dîner de Noël le 20 décembre avec les forces françaises présentes en Côte d'Ivoire, dans le camp de Port-Bouët, près d'Abidjan. Les 21 et 22 décembre, la visite présidentielle sera consacrée à la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme. La déstabilisation du Sahel gagne peu à peu toute l'Afrique de l'Ouest, a commencé par la Côte d'Ivoire.

### L'inquiétude française

Déçue par les piètres résultats obtenus par le G5 Sahel, la France est dans l'obligation de s'appuyer sur d'autres pays du champ pour contenir la déstabilisation sous-régionale. D'où la nécessité de mobiliser la Côte d'Ivoire, dont l'armée est sans doute bien plus opérationnelle que la plupart des troupes du G5 (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad). À l'Élysée, l'optimisme des débuts de l'intervention française dans le Sahel a fait place à l'inquiétude pour ne pas dire, un début de panique. Le 17 décembre, le chef d'état-major français, le général François Lecointre, dans un entretien à France Info, a affirmé que l'avenir du Sahel se jouait « *dans l'année qui vient* ». « *Si nous loupons ce moment charnière, je suis assez pessimiste* », s'est-il avancé.

### La grogne de l'armée

Si publiquement, l'armée française exprime de plus en plus ses inquiétudes, loin des caméras, cela fait longtemps que bon nombre d'officiers supérieurs ne croient plus à l'efficacité de leur engagement dans le Sahel. Les raisons sont multiples. Mais en premier lieu, ils manquent de confiance dans les élites politiques du Sahel, jugées corrompues et de mauvaise foi, gouvernées par leur seul intérêt personnel et passées maître dans l'art de « faire semblant » de lutter contre le terrorisme. « *Ce qui fait douter du sens de la mission, ce n'est pas les pertes, c'est l'absence de clarté, (...) de détermination politique* », a dit le général Lecointre. D'où le sommet organisé à Pau, le 13 janvier prochain par Emmanuel Macron avec les chefs d'États du G5 Sahel. Et sa courte visite, le 22 décembre, à Niamey. Il y rendra hommage aux 71 soldats tués à Inatès et surtout préparera (ou déminera ?) avec son homologue nigérien le sommet de Pau. La manière un peu martiale avec laquelle Emmanuel Macron avait convoqué ces présidents africains, le 4 décembre, avait été assez peu appréciée dans le Sahel.

### Un voyage aussi politique

À un an d'une élection présidentielle en Côte d'Ivoire qui se présente assez mal pour la cohésion de cette ancienne vitrine de la France en Afrique, le voyage du président français vise aussi, sans le dire, à consolider le lien entre l'Élysée et le président ivoirien Alassane Ouattara. Ce dernier, arrivé au pouvoir en 2011 grâce à l'intervention militaire française contre les troupes de son opposant, Laurent Gbagbo, n'a pas exclu de se représenter à l'élection de 2020 pour un troisième mandat, en dépit de son engagement de n'en faire qu'un en 2011, puis un dernier, en 2015. À 77 ans, il envisage de concourir pour un troisième mandat si ses rivaux historiques, les ex-présidents Henri Konan Bédié, 85 ans, et Laurent Gbagbo, 74 ans, se représentaient eux aussi.

Un volet économique

Le président français et son homologue ivoirien finaliseront le financement du chantier du métro d'Abidjan, soit 1,5 milliard d'euros, qui devrait débiter en 2020. Une douzaine d'autres accords devraient être discutés pour « renforcer le partenariat économique » avec Abidjan. La question d'une réforme du franc CFA devrait être aussi soulevée : Emmanuel Macron n'y serait pas hostile, dit-on dans l'entourage de l'Élysée. Le ministre français des Finances, Bruno Le Maire, non plus.

Et un côté people

Le président français amène avec lui en Côte d'Ivoire, le chanteur Vege Dream, l'écrivain Gauz, la chanteuse Mata Gabin. Il se rendra aussi à Koumassi, une commune populaire d'Abidjan, pour inaugurer des infrastructures sportives, en compagnie du footballeur Didier Drogba, ex-idole de l'Olympique de Marseille et du club britannique Chelsea.

## □ □ THEME 2 - 3 : Défense européenne : faire le deuil de l'Angleterre

Source, journal ou site Internet : IRIS

Date : 20 décembre 2019

Auteur : Frédéric Mauro

Adressé par André Dulou

Cette fois ça y est ! Le Brexit aura bien lieu. Les Anglais vont quitter l'Union européenne et avec eux les Gallois, les Nord-Irlandais et, qu'ils le veuillent ou non, les Écossais. Quelles en seront les conséquences pour la défense européenne ? Probablement aucune. Et cela pour trois raisons. La première est que les Britanniques, bien plus que d'autres Européens, dépendent pour leur défense de leurs alliés américains. Il s'agit là d'une longue histoire qui remonte à la Seconde Guerre mondiale. La doctrine Churchill consistait en effet à préserver par-dessus tout l'implication des Américains dans la défense britannique. C'est le célèbre « *keep the Americans in...* » prononcé par Lord Ismay, le premier secrétaire général de l'OTAN en 1952. Puis en 1956, tirant les leçons de la crise de Suez, les dirigeants britanniques conclurent qu'ils ne feraient plus jamais aucune expédition outre-mer *sans* les Américains, alors que, dans le même contexte, les Français se jurèrent de ne plus jamais en faire *avec* les Américains. Plus fondamentalement, cette dépendance s'ancre dans les accords de Nassau signés fin 1962, et renouvelés début 2003, au moment même où se décidait l'intervention en Irak. En vertu de ces accords, les Britanniques renoncent à construire des missiles balistiques nucléaires et utilisent ceux des Américains ; dépendance accrue par le fait que la propulsion des sous-marins nucléaires britanniques dépend pour partie des Américains. Enfin, mentionnons l'appartenance du Royaume-Uni à la communauté des *five eyes*, qui leur donne accès aux renseignements américains sans lesquels ils seraient à moitié sourds et complètement aveugles. À cette coopération capacitaire et opérationnelle, il faut ajouter les coopérations industrielles dans des domaines critiques tels que l'avion de combat F-35 et d'une manière générale l'attraction qu'exerce la base industrielle et technologique américaine sur son homologue britannique, notamment pour son champion BAE Systems, dont la moitié du chiffre d'affaires est réalisée sur le marché américain. Comme les responsables britanniques l'ont eux-mêmes écrit dans la *National Security Strategy* de novembre 2015, bien avant le Brexit, « *la coopération sans équivalent entre le Royaume-Uni et les États-Unis en matière nucléaire, de renseignement, de*

*diplomatie, de technologie et de capacité militaires joue un rôle majeur pour notre sécurité nationale. L'interopérabilité de nos forces dans le futur est au cœur de notre planification* ». Cette orientation qui concerne aussi bien la planification capacitaire et que la planification opérationnelle signifie concrètement que la construction de l'armée britannique est intégrée à celle de l'armée américaine. Le renseignement et le nucléaire jouant le rôle d'une puissante corde de rappel en direction de Washington, le Premier ministre britannique est, dans les faits, un perpétuel obligé du président des États-Unis. La seconde raison découle de la première. Les Britanniques n'ont jamais cru dans l'idée d'une défense européenne. Car si la défense de l'Angleterre dépend des États-Unis alors à quoi servirait une défense européenne ? C'est pourquoi, à l'exception de la brève période entre la déclaration de Saint-Malo en 1998 et le début de la guerre d'Irak en 2003, pendant laquelle ils avaient consenti, du bout des lèvres, à ce que l'Union européenne se dote d'une « capacité autonome d'action (...) afin de répondre aux crises internationales » dans lesquelles les Américains ne souhaiteraient pas intervenir. Encore ne s'agissait-il que de faire plaisir aux Américains qui souhaitaient que les Européens « s'occupent eux-mêmes de mettre de l'ordre dans leur jardin » et en rappelant, à chaque occasion, que « l'Alliance atlantique constitue le fondement de la défense collective de ses membres ». Le concept même d'une « politique européenne de sécurité et de défense », devenu « politique de sécurité et de défense commune » n'est autre qu'une construction juridique compliquée pour éviter de prononcer les mots honnis de « défense européenne » ; construction rendue inapplicable à force d'obstructions et de compromis. Et c'est bien parce qu'ils sont tenus par les Américains que les Britanniques se sont toujours efforcés de bloquer les coopérations capacitaires européennes, telles que Galileo qui avait provoqué l'ire des dirigeants américains. Les Français en ont fait l'amère expérience. Les études concernant les sous-marins nucléaires d'attaque, les frégates, les porte-avions, les blindés et pour finir le drone MALE ainsi que le système de combat aérien futur, ont invariablement fini à la corbeille. Quelle que soit la proximité culturelle que nous puissions avoir avec notre faux jumeau stratégique, et l'excellente entente entre nos forces armées, il existera toujours un président des États-Unis, pour dire non à une coopération franco-britannique ou même euro-britannique qui irait trop loin. Quelle que soit l'ampleur des capacités britanniques sur le papier, elles ne seront jamais mises à la disposition de l'Union sans le feu vert américain. Elles ne comptent en rien pour la défense européenne entendue au sens de défense de l'Europe, par l'Europe et pour l'Europe. De fait, la contribution britannique aux opérations de la PSDC a été négligeable, pour ne pas dire nulle. Ultime coup pied de l'âne, ils ont bloqué jusqu'au dernier moment toute augmentation du budget de l'Agence européenne de défense et du centre satellitaire européen. Quant à leurs militaires intégrés dans l'Union européenne, ils ont reçu l'ordre de quitter l'état-major de l'Union européenne bien avant le 12 décembre 2019. Enfin, la troisième raison est que le divorce entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, qui est à la fois institutionnel, économique et même culturel, ne pourra pas rester sans effets dans le domaine de la défense. Il ne fera que catalyser les deux tendances de long terme précitées. Ses effets seront d'autant plus marqués si Boris Johnson n'abandonne pas son objectif d'un accord commercial dans l'année, autre façon de réaliser un « hard Brexit » sans le dire. Le Royaume-Uni n'aura alors d'autre solution que de devenir un compétiteur commercial de l'Union européenne. Il joindra probablement ses forces à celles de Donald Trump pour exercer un chantage dans le domaine de la défense en contrepartie d'avantages commerciaux. Au demeurant, le problème majeur auquel nous sommes confrontés est qu'il n'y a plus de barrières entre la guerre commerciale, la guerre politique et la guerre tout court. Comme l'ont montré l'affaire Snowden et le scandale de *Cambridge analytica*, les technologies civiles ne servent plus seulement à améliorer les armes. Elles sont elles-mêmes devenues des armes. Car ce sont bien les mêmes technologies que l'on utilise pour espionner des gouvernements et surveiller des populations, faire basculer les opinions publiques, décrypter des messages, obtenir des gains commerciaux et mener la

cyberguerre. Dans cette bataille dans l'espace cyber-informationnel mené avec des armes duales, les Britanniques vont devoir s'allier et il est peu probable que ce soit avec l'Union européenne. Mis à part quelques rares poches de coopération, comme notamment dans le domaine des missiles où il sera crucial de préserver ce qui peut l'être, l'idée que l'on pourrait malgré tout maintenir des liens étroits avec le Royaume-Uni en dehors de l'OTAN relève du *wishful thinking*. Membre de l'Union, le Royaume-Uni est resté à la marge de la défense européenne, jouant sa propre partition avec comme objectif ultime d'en bloquer les avancées. À quoi lui serviraient demain des liens « étroits », si ce n'est disposer d'un droit de regard dans les projets capacitaires européens pour s'en prévaloir auprès de son allié américain ? Les États membres de l'Union européenne doivent ouvrir les yeux : tirer les conséquences du divorce, faire le deuil de l'Angleterre et ne compter que sur leurs propres forces. Désormais, ils sont seuls.

### **3/ ARMEMENTS - INDUSTRIES – ECONOMIE**

#### **□ □THEME 3 - 1 : Le patrouilleur « Gabriella Silang »**

#### **quittera la France le 30 décembre**

Source, journal ou site Internet : Le Marin

Date : 18 décembre 2019

Auteur : Jean-Marie Le Provost

Adressé par François Jouannet

Article de Mer et Marine : Ocea libre un patrouilleur de 84 mètres aux garde-côtes philippins

Le pavillon philippin flotte officiellement depuis le 18 décembre à la poupe du Gabriela Silang. Le navire, un offshore patrol vessel (OPV) 270 de 84 mètres de long construit par le chantier Ocea, doit rallier son port d'attache par la mer avec un départ de France, et plus précisément de Saint-Nazaire, prévu le 30 décembre. Conçu pour des missions polyvalentes dans la zone économique exclusive (ZEE) de son pays, ce bâtiment commandé par le ministère des Transports des Philippines est intégré au corps des garde-côtes. « Cette acquisition permettra aux gardes-côtes de renforcer leur présence en mer des Philippines occidentale », indique le communiqué du chantier d'Ocea. Pensée pour mener des missions de surveillance, de police des pêches, de secours auprès des populations, l'unité est dotée d'une plateforme hélicoptère et d'un hangar pour accueillir l'aéronef. Le Gabriela Silang est également équipé de deux embarcations semi-rigides Sillinger de 9,20 mètres avec mise à l'eau sur bossoir. Adapté pour un équipage de 65 personnes, le patrouilleur hauturier peut monter jusqu'à 72 personnes pour des missions pouvant atteindre 45 jours de mer. Propulsé par des moteurs électriques jusqu'à 12 nœuds, il dispose également de deux moteurs diesel MTU 16 V400 pour prendre le relais au-delà. Les essais ont permis d'atteindre des pointes à 22 nœuds.

#### **□ □THEME 3 - 2 : Pendant que Boeing coule, Airbus vole très**

#### **haut : plus de 1000 commandes en 2019**

Source, journal ou site Internet : la Tribune

Date : 20 décembre 2019

Auteur : Fabrice Gliszczinski

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Pendant que Boeing continue sa descente aux enfers avec l'annonce, lundi, de la suspension de la production du 737 MAX, Airbus engrange les commandes. Si l'année 2019 a été marquée par l'annonce de l'arrêt de la production de l'A380, elle restera également pour Airbus celle d'un très grand millésime sur le plan commercial. L'avionneur européen entend en effet dépasser cette année la barre des 1.000 prises de commandes d'avions civils (hors annulations). Une performance qu'Airbus n'a réalisée que cinq fois dans son histoire, en 2011, 2013, 2014, 2015, et 2017, et qui lui permettra d'être sans surprise le numéro un mondial du secteur, tant en livraisons d'avions qu'en prises de commandes. *"Nous venons de dépasser la barre symbolique des 20.000 avions vendus depuis la création d'Airbus. Pour l'année 2019, nous sommes à 940 commandes à fin novembre. Il n'est donc pas interdit d'imaginer que nous puissions franchir une autre barre symbolique cette année", a déclaré ce matin, Christian Scherer, le directeur commercial d'Airbus en poste depuis plus d'un an seulement, lors d'une conférence de presse téléphonique avec les membres de l'Association des journalistes de l'aéronautique et de l'espace (AJPAE).* Quatre heures plus tard, les 1.000 avions étaient atteints avec la confirmation par Air France de l'intention de commande portant sur 60 A220 signée en juillet dernier.

Book-to-bill supérieur à 1 sur tous les programmes

*"Sur chacun de nos programmes, le book-to-bill (ratio entre les commandes et les livraisons) est supérieur à 1", a-t-il ajouté, en rappelant que l'année avait été "mouvementée" par plusieurs éléments "exceptionnels" comme, bien entendu, les problèmes rencontrés par son concurrent Boeing, ou encore la taxe de 10% à l'importation sur les avions européens imposée par les États-Unis, dont Christian Scherer estime qu'elle est "directement corrélée" aux problèmes de Boeing. "Nous voyons les empreintes digitales de notre concurrent sur cette taxe", a-t-il déclaré.*

"Que Boeing prenne ses responsabilités"

En revanche, Christian Scherer l'assure : Airbus ne profite pas de la crise du B737 MAX. *"Nous sommes dans une industrie de croissance, largement duopolistique. Par conséquent, lorsque l'un des deux acteurs ne joue pas son rôle, c'est extrêmement disruptif pour l'ensemble de l'industrie, en particulier pour les clients de Boeing. Le carnet de commandes de la famille A320 est très fourni. Si des clients du 737 MAX nous appellent, nous ne pourrions malheureusement pas faire grand chose pour eux à court terme. Sur le plan commercial, Airbus ne profite donc pas de manière opportuniste des problèmes rencontrés par notre concurrent. Et la perception négative du public à l'égard du 737 n'est pas bonne pour l'ensemble de l'industrie, ni pour les clients, ni pour l'ensemble de l'écosystème de l'aviation commerciale", a-t-il expliqué, en espérant que "Boeing prenne ses responsabilités". "Cet avion est au sol depuis un an [plus de 9 mois, Ndlr]. Un an, ce n'est pas rien, ce n'est pas un bidouillage de softwares. Il y a des responsabilités à prendre et il faut avancer", a-t-il ajouté. Prié de préciser sa pensée, Christian Scherer a seulement ajouté : "Je les encourage à faire ce qu'ils ont à faire et le plus rapidement possible."*

Les problèmes de production de l'A321 résolus d'ici à 2021

Avec plus de 6.000 appareils, le carnet de commandes de la famille A320 est effectivement bien rempli. Il ne reste plus beaucoup de créneaux de livraisons disponibles jusqu'en 2024. Par ailleurs, Airbus peine à augmenter les cadences de production. L'avionneur est en effet confronté, lui aussi, à des soucis sur l'A321 ACF (du nom de la cabine plus large, et plus flexible), qui entraînent des retards de livraisons. *"Nous avons un léger dérapage des dates de livraisons. Nous avons eu un tel succès sur cet avion que nous avons trébuché dans*

*l'industrialisation de la montée en cadence. Nous travaillons pour résorber ces retards pour mettre cela derrière nous dans les deux ans", a expliqué Christian Scherer. "Nous stabilisons notre retard en dépit de la montée en cadence et d'ici à 2021 nous serons on track", avait en effet déclaré en novembre Guillaume Faury, le président exécutif d'Airbus, au salon aéronautique de Dubaï. Interrogé sur le projet de nouvelle chaîne d'assemblage de la famille A320, Christian Scherer a expliqué "que la décision n'était pas prise".*

### □ □ THEME 3 - 3 : Les enjeux de puissance et les intérêts économiques privés autour de l'accès à l'espace et de son exploitation

Source, journal ou site Internet : infoguerre

Date : 19 décembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

L'émergence d'une multitude d'acteurs privés qui redéfinissent les conditions d'accès à l'espace combinée à la lecture stratégique des objectifs spatiaux des puissances étatiques laissent apparaître une guerre informationnelle économique. Les divers acteurs spatiaux, de natures très variées et avec des objectifs bien spécifiques brouillent les contours de l'échiquier spatial connu, passant du *Old Space* au *New Space*. Cette notion remet en cause l'équation juridique développée durant la guerre froide. L'inclusion des intérêts privés dans le développement de normes spatiales contraignantes à l'échelle nationale et internationale devient une priorité du droit spatial. Cela soulève également la question de la régulation du trafic dans l'espace ainsi que de la gestion des déchets spatiaux toujours en orbite pouvant gêner la circulation des objets en activité. Les questions relatives à la gestion du trafic spatial ainsi qu'à la surveillance de l'espace en sont à leurs balbutiements. Les acteurs publics commencent à prendre conscience des enjeux d'un tel sujet. Les Etats-Unis y voient des opportunités économiques mais continuent également de considérer ces données comme essentielles à leur sécurité nationale quand la France, elle, joue la carte de l'indépendance avec ses moyens réduits.

(le dossier complet à télécharger sur le lien :

<https://infoguerre.fr/2019/12/enjeux-de-puissance-interets-economiques-privés-autour-de-l'accès-a-l'espace-de-exploitation/>

)

### □ □ THEME 3 - 4 : La gouvernance de l'Internet est une gouvernance des infrastructures

Source, journal ou site Internet : Institut Montaigne

Date : 19 décembre 2019

Auteur : Heidi Tworek\*

Adressé par Jean-Claude Tourneur

\* PROFESSEURE ADJOINTE D'HISTOIRE INTERNATIONALE À L'UNIVERSITÉ DE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE Heidi Tworek est professeure adjointe d'histoire internationale à l'Université de la Colombie-Britannique à Vancouver (Canada). Ses recherches portent sur les médias, les organisations internationales et les relations transatlantiques. Elle est membre du programme d'études en sciences et technologie, de l'Initiative des sciences du langage et de l'Institut d'études européennes de l'Université de la Colombie-Britannique. Elle est également Visiting Fellow au Joint Center for History and Economics de l'Université Harvard ainsi qu'au German Marshall Fund of the United States et au Canadian Global Affairs Institute.

Cet article est traduit de l'anglais. L'original a été publié le 23 juillet 2019 sur le site du Centre for International Governance Innovation.

Depuis plus d'un an, la course à la 5G, et tout particulièrement l'ambition que l'entreprise chinoise Huawei se donne pour le développement des réseaux 5G européens et nord-américains, font la une des journaux. Il s'agit là d'un sujet important, qui mérite d'être débattu. La grande attention portée au cas Huawei nous suggère combien cette lutte pour la gestion des infrastructures est un combat pour l'avenir. En réalité, Internet lui-même est déjà supporté par des infrastructures physiques, et les États et les entreprises sont déjà en concurrence pour leur obtention. Ce schéma est vieux d'un siècle au moins : depuis longtemps, les batailles pour l'information sont aussi des batailles infrastructurelles. Nous avons souvent l'impression d'un Internet sans fil, or 95 à 99 % des données circulant à l'international sont transportées par des câbles à fibres optiques, que les États ne sont pas nécessairement les seuls à développer. À titre d'illustration, Google est présent dans la propriété de 8,5 % des câbles de communication sous-marins ; Facebook et Google se sont déjà tournés vers l'Afrique. Le câble sous-marin développé par Google, qui reliera le Portugal à l'Afrique du Sud, a été baptisé Equiano, en hommage à Olaudah Equiano, ancien esclave d'origine nigériane et importante figure de l'abolition de l'esclavage au XVIIIe siècle. Il n'est pas difficile de comprendre cet appétit pour le contrôle des câbles de communication... Aujourd'hui, seul un quart (environ) des Africains ont accès à Internet ; en dotant l'Afrique de câbles, ces entreprises espèrent réduire le coût du service Internet qu'elles y fournissent et augmenter massivement la taille des marchés dans lesquels leurs produits évoluent. Devenir fournisseur d'infrastructures, lorsque l'on offre des services populaires de recherche d'information ou de réseaux sociaux accessibles au public, permet d'accroître de manière significative la concentration de pouvoir dans le marché des communications. Nous avons souvent l'impression d'un Internet sans fil, or 95 à 99 % des données circulant à l'international sont transportées par des câbles à fibres optiques. Les États ont évidemment conscience de la puissance de cet enjeu. La Russie et la Chine surveillent toutes deux de près les câbles sous-marins à fibres optiques - un sujet qui, étonnamment, reçoit peu d'attention de la part de la presse et des milieux scientifiques. La question des câbles sous-marins est probablement trop éloignée de la manière dont nous appréhendons au quotidien nos smartphones, or ce sont bien ces câbles qui nous permettent de communiquer à l'international. Nous semblons ignorer cet enjeu - à nos risques et périls. Pour des États comme la Chine, la question des infrastructures est inséparable de celle de l'information. Depuis 2013, la Chine a conclu des accords avec plus de 60 pays en soutien aux énormes dépenses d'infrastructures de ses nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative, BRI). En avril 2019, 37 dirigeants étrangers et plus de 5 000 représentants de 100 États ont participé au deuxième sommet de cette initiative à Pékin. À la veille du sommet, le numéro un de la diplomatie chinoise et ministre des Affaires étrangères Wang Yi déclarait que les partenariats liant la Chine à ces différents pays ne constituaient "pas un outil géopolitique, mais une plateforme de coopération". Au-delà des infrastructures commerciales des nouvelles routes de la soie, comme les routes ou les ports, il y a les infrastructures de communication associées, dont on parle moins. En avril dernier, Le Quotidien du Peuple - organe de presse officiel du Parti communiste chinois - annonçait le lancement du Belt and Road News Network, nouveau rouage dans la machine d'influence

chinoise. Le gouvernement et les entreprises chinoises ont ainsi construit d'importants réseaux internationaux d'information, par l'intermédiaire de l'agence de presse Xinhua, d'une chaîne de télévision par satellite en langue anglaise (China Global Television Network) et, du côté des réseaux sociaux, d'applications comme TikTok, application la plus téléchargée aux États-Unis actuellement. L'influence médiatique de la Chine a une grande portée ; à titre d'illustration, le projet Chinfluence est en train de pénétrer les pays d'Europe centrale et orientale. Ce projet a déjà démontré combien, pour la Chine, le fait d'entrer dans le capital des médias tchèques peut conduire à un traitement bien plus positif de l'actualité chinoise. L'initiative BRI est en cela bien plus qu'une nouvelle route de la soie ; on pourrait parler, si l'on veut redonner de l'actualité à une expression longtemps oubliée, d'une véritable autoroute informationnelle du XXI<sup>e</sup> siècle. En Chine donc, infrastructures et information sont inextricablement liées. Cela implique que les États décideront, et cela n'est pas surprenant, d'investir dans leurs propres infrastructures afin de contourner les structures existantes dans lesquelles ils ont le sentiment d'être emprisonnés. Le cas allemand est à ce titre particulièrement instructif, comme je le documente dans mon nouvel ouvrage, *News from Germany*. Les premiers câbles sous-marins, apparus dans les années 1850 et 1860, ont été développés par un nombre réduit d'entreprises anglo-américaines. En 1875, l'Union télégraphique internationale créait un système réglementaire double pour les câbles de communication : la convention signée distinguait les câbles sous-marins, dont la gestion revenait à des acteurs privés, et les câbles de terre, qui en Europe étaient la propriété des États - bien que ce n'était pas le cas en Amérique du Nord. L'accord autorisait ainsi les fournisseurs de câbles de communication sous-marins à fixer les prix qu'ils souhaitaient. Pendant plusieurs décennies, les États se sont peu souciés du système télégraphique, de la même manière qu'aujourd'hui, nous nous soucions peu des câbles à fibres optiques. Le système télégraphique était vu comme un outil neutre de transmission de l'information. Cette vision a évolué dans les années 1890, avec la montée des ambitions impériales et mondiales de certains pays comme l'Allemagne et les États-Unis. Les câbles de communication sont devenus un élément de la concurrence géopolitique qui grossissait alors. De nombreux États doutaient de la neutralité de ces câbles et craignaient qu'ils ne soient soumis à une surveillance étatique, qu'ils fassent l'objet de censure ou qu'ils soient coupés en cas de guerre. L'histoire nous invite - ou, du moins, devrait nous inviter - à ne pas faire preuve de naïveté quant au rôle des infrastructures de communication dans la compétition géopolitique et économique mondiale. Les Allemands, par exemple, pensaient que les fournisseurs de câbles de communication n'étaient pas simplement des entreprises privées, mais des organisations soumises à l'influence du gouvernement britannique. Ce n'était pas entièrement vrai, mais ce n'était pas non plus entièrement faux... L'une des premières choses que le Royaume-Uni a entreprises pendant la Première Guerre mondiale a été de couper les câbles de communication sous-marins reliant l'Allemagne au reste du monde. Les Allemands étaient convaincus que les Britanniques se servaient des câbles pour diffuser leur propagande anti-allemande dans le monde entier. Par représailles, les sous-marins allemands ont consacré une grande partie de leur temps à couper les câbles britanniques - ce, pendant toute la durée de la guerre. Dans ce cadre, les câbles de communication devenaient une arme de guerre à part entière. Ceci explique aussi pourquoi, afin de n'être plus dépendante de ces câbles, l'Allemagne a choisi d'investir dans la technologie sans fil, ancêtre de la radio. Notons que l'expertise allemande en la matière et le succès de la technologie sans fil ont grandement préparé le terrain pour la création, par les Nazis, de puissants émetteurs radio diffusant, quelques années plus tard, une propagande raciste, antisémite et homophobe dans le monde entier. La bataille mondiale pour l'information de la fin des années 1930 et du début des années 1940 a été ainsi d'autant plus féroce qu'elle a pris appui sur des décennies de concurrence internationale en matière de gestion des infrastructures des communications. La concurrence pour l'information est ainsi rendue possible par la question des infrastructures, qu'il s'agisse de ces câbles sous-marins centenaires ou des



câbles à fibres optiques de notre temps. L'histoire nous invite - ou, du moins, devrait nous inviter - à ne pas faire preuve de naïveté quant au rôle des infrastructures de communication dans la compétition géopolitique et économique mondiale.?

## 4/ Les forces armées- Air - Marine - Terre – Gendarmerie

### □ □THEME 4 - 1 : Les drones français Reaper capables désormais de frapper l'ennemi

Source, journal ou site Internet : La Tribune

Date 20 décembre 2019

Auteur : Michel Cabirol

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Chaque drone aura la capacité d'emporter quatre bombes guidées laser de 250 kg (GBU-12). (Crédits : Armée de l'air) L'armée française a réalisé avec succès des tirs d'expérimentation de drones armés depuis la base aérienne de Niamey au Niger, dans le cadre de l'opération Barkhane. La France est prête. Grâce à une nouvelle capacité, elle est désormais capable de frapper ses ennemis avec des drones américains MALE (Moyenne altitude, longue endurance) Reaper, armés de bombes guidées laser de 250 kg (GBU-12). L'armée française a réalisé avec succès des tirs d'expérimentation de drones armés depuis la base aérienne de Niamey (Niger) dans le cadre de l'opération Barkhane. *"Les drones armés amélioreront considérablement la sécurité de nos militaires sur place et renforceront nos moyens face à un ennemi toujours plus fugace"*, a estimé le ministère des Armées dans un communiqué publié jeudi. Désormais opérationnels, les drones armés, qui sont déployés dans le Sahel, peuvent tirer. Ces tirs dépendront bien sûr du rythme des opérations et du besoin du commandant de l'opération. *"L'arrivée des drones armés sur le théâtre de Barkhane traduit notre engagement constant à construire des armées modernes et efficaces"*, a assuré le ministère des Armées. *Les drones armés permettront également "de raccourcir le délai entre l'identification de l'ennemi, la prise de décision et son éventuelle destruction. Un avantage décisif dans des zones immenses comme le Sahel"*. Aujourd'hui, l'Armée de l'air dispose de deux systèmes de drones Reaper (3 drones chacun). L'un d'eux est déployé en permanence au Sahel depuis 2016. Deux systèmes Reaper supplémentaires seront livrés en deux temps à compter de début 2020. Chaque drone aura la capacité d'emporter quatre bombes guidées laser de 250 kg, des GBU-12 déjà employées par les avions de chasse. Les dernières livraisons de drones Reaper (standard Block 5) disposeront dès la fin 2020 d'une capacité d'armement complète : bombes GBU-12, mais aussi missiles air-sol Hellfire (fin 2020) et bombes GBU-49 (en 2021).

Une décision de Florence Parly

En septembre 2017, la ministre des Armées Florence Parly a vait décidé d'armer lors de son discours de clôture de l'université d'été de la défense, les drones de renseignement et de surveillance, les Reaper de l'armée de l'air. *"Les drones armés permettront d'allier en permanence la surveillance, l'endurance dans la discrétion et la capacité de frappe, au moment le plus opportun. Ainsi, nous gagnons en efficacité et nous limitons le risque de dégâts collatéraux"*, avait-elle expliqué. Deux ans après sa décision, les Reaper sont enfin armés dans le cadre des orientations fixées par le Président de la République. *"En plus de la pression permanente exercée sur l'ennemi, les drones armés présentent plusieurs avantages,*

*notamment leur discrétion, leur endurance et la capacité offerte à nos forces de réagir et décider avec plus de rapidité et d'efficacité", a expliqué le ministère des Armées. Au-delà des missions traditionnelles de surveillance et de renseignement des Reaper, elles pourront être étendues aux frappes "dans le respect des règles d'engagement, si l'opportunité se présente : la pression sur les groupes terroristes armés n'en sera que plus grande". "La réduction de la boucle des missions de frappe permettra d'obtenir une plus grande efficacité dans le cas de cibles susceptibles de se dissimuler rapidement ou de se déplacer vers des zones densément peuplées", avaient estimé en mai 2017 les auteurs du rapport sénatorial Cédric Perrin et Gilbert Roger, "Drones d'observation et drones armés : un enjeu de souveraineté".*

Comment ces drones seront-ils utilisés?

En 2017, la ministre des Armées avait souhaité désamorcer les débats éthiques sur l'utilisation des drones armés. *"Je veux par avance réfuter de possibles amalgames et dissiper d'éventuelles craintes. Non, un drone armé n'est pas un robot tueur. Ce sont deux systèmes qui n'ont rien de semblable",* avait-elle expliqué. Le ministère a donc rappelé que *"l'homme est au centre. Il le restera. C'est lui qui décide. Que ce soit lors du travail de surveillance, de caractérisation des cibles et surtout de la prise de décision d'engagement. Le choix de la France est clair : la décision de tir d'un drone armé doit relever d'une décision humaine"*. La connexion permanente au processus décisionnel (C2 : *command and control*) de l'opération (qui relève du commandant de l'opération), renforce la perception en vue de la bonne décision, a précisé le ministère. Par ailleurs, les drones seront pilotés par des personnels déployés sur le théâtre d'opérations extérieures. Au-delà du fait que les opérateurs seront toujours impliqués (choix de la cible, moment et façon de délivrer l'armement, guidage de l'arme), ils sont ainsi imbriqués, dès la préparation de la mission et jusqu'à son débriefing, avec les forces avec lesquelles ils agissent lors de la mission. Les conditions d'emploi des drones armés respecteront évidemment le principe de proportionnalité énoncé dans le droit international humanitaire (principes de distinction, nécessité, proportionnalité, précaution et humanité).

## □ □ THEME 4 - 2 : La Fabrique Défense : trois questions sur le MOPS

**Source, journal ou site Internet : [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)**

**Date : 20 décembre 2019**

**Auteur : SLT MéliSSa Genua/DICOD**

**Adressé par André Dulou**

En avant-première de l'édition de La Fabrique Défense qui se tient les 17 et 18 janvier prochain, partez à la découverte d'une innovation sportive utilisée dans les forces armées : Le Module d'Optimisation de la Pratique Sportive (MOPS).

### **Le MOPS, qu'est-ce que c'est ?**

Le Module d'Optimisation de la Pratique Sportive est une station sportive modulable et itinérante. Unique et particulièrement adaptée aux spécificités du métier de militaire, elle est résistante aux intempéries et compacte (120 kilos maximum) pour être transportée aux quatre coins du monde. Que ce soit sur les théâtres d'opération ou sur le territoire national, la structure s'installe en moins de 15 minutes sans aucune fixation et résiste à des conditions climatiques extrêmes. Le sport étant une source de cohésion indéfectible, il a été conçu pour permettre la pratique simultanée d'au moins 5 personnes. Grâce au MOPS, les femmes et les hommes éloignés de leur garnison peuvent continuer à exercer une activité sportive pour entretenir leur

condition physique dans des conditions de sécurité optimale. Optimisé au maximum, il permet de réaliser de nombreux exercices de poids du corps pour travailler l'ensemble des groupes musculaires dans un espace restreint : tractions, développé-couché, squats, box jump, pompes, abdos, etc.

À l'intérieur de la caisse de transport, le MOPS est composé d'une structure tubulaire avec quatre portiques. Le deuxième compartiment contient du matériel de sport qui équipe habituellement les salles d'entraînement : gilet lesté, corde à sauter, roue à abdominaux, poignets à pompes.

Cette innovation sportive est présente dans les forces armées depuis avril 2019, sur les bases navales de Lorient, Brest et de la presqu'île de Crozon. Il a aussi été déployé depuis peu sur la Plateforme opérationnelle désert de *Gao* au Mali, au profit des militaires français engagés dans l'opération Barkhane.

### **Témoignage du sergent-chef Peyo, testeur du module**

Moniteur de sport des forces spéciales de l'armée de Terre, il a utilisé le MOPS pour l'entraînement sportif des opérateurs du 1<sup>er</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine, du 4<sup>e</sup> régiment d'hélicoptères des forces spéciales, du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes et de la compagnie de commandement et de transmissions des forces spéciales. Pour un militaire, il est indispensable d'assurer une continuité dans son entraînement sportif. « *En seulement deux semaines sans activité physique, un athlète perd une grande partie de ses capacités sportives* », assure le moniteur. Il est donc important pour ces régiments régulièrement déployés en opération de disposer d'une structure sportive mobile. D'autant qu'en mission, le sport est aussi, pour les soldats, une activité de cohésion pour lâcher prise. Pour le sergent-chef Peyo, le MOPS répond indéniablement aux contraintes opérationnelles des forces spéciales car il est transportable facilement. Le second avantage non-négligeable est sa résistance aux conditions climatiques dégradées : « *Qu'il pleuve, qu'il vente, le régiment peut continuer à s'entraîner. La structure a été pensée pour résister aux intempéries.* » L'adjudant Raphaël, inventeur du MOPS et moniteur de sport, est très attentif aux retours d'expériences des militaires qui ont testé son invention. Objectif : améliorer son module pour être au plus près des besoins du terrain.

### **Un MOPS installé à La Fabrique Défense**

Vous avez envie de rencontrer l'adjudant Raphaël, moniteur de sport sur la base aérienne d'Evreux, et inventeur du MOPS ? Vous voulez assister à un entraînement sportif de militaires sur cette curieuse innovation ? Vous voulez simplement soutenir ces sportifs en plein effort ? Venez sur le stand du MOPS ou Raphaël coachera un marin, un aviateur et un soldat lors d'un circuit-training de 10 à 20 minutes. On vous promet un rendez-vous punchy !

## **□ □ THEME 4 - 3 : Méditerranée orientale : une coopération à 360° pour le Surcouf**

**Source, journal ou site Internet : [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)**

**Date : 20 décembre 2019**

**Auteur : marine nationale**

**Adressé par André Dulou**

Déployée en Méditerranée orientale en soutien direct de l'opération CHAMMAL depuis le 23 novembre 2019, la frégate La Fayette (FLF) *Surcouf* a mis à profit sa présence dans cette zone stratégique pour contribuer activement à la coopération de défense entre la France et ses partenaires régionaux. Dans un premier temps, aux côtés des forces armées libanaises, le *Surcouf* a organisé une journée d'entraînement le 6 décembre dernier. A cette occasion, le *Surcouf* a simulé un bâtiment soupçonné de pollution dans la zone économique exclusive libanaise, permettant au patrouilleur *Beirut* et aux fusiliers marins libanais de conduire une enquête de pavillon et une visite opérationnelle dans un contexte réaliste d'activité illicite. Le *Surcouf* a ainsi contribué à l'entraînement maritime de l'armée libanaise sur l'intégralité de son spectre de compétence, et particulièrement dans le contrôle potentiel au sein des eaux territoriales. Une semaine plus tard, le 12 décembre, dans le cadre d'un exercice baptisé FRITCHY, la frégate corsaire a également conduit un entraînement avec la Marine de Nicosie, réunissant une frégate italienne et un patrouilleur chypriote. Cette coopération s'est poursuivie le 16 décembre avec un hélicoptère AW-139 de l'armée de l'Air chypriote au large de l'aérodrome de Paphos. Se sont alors déroulées plusieurs séquences de posés de type *touch and go*, une séance de guidage (*Ship Control Approach*), puis une de treuillage d'une civière chargée d'un mannequin simulant un blessé à bord du *Surcouf*. Tout en contribuant au maintien des savoir-faire sur les bâtiments français, ces interactions mutuelles permettent surtout d'entretenir l'interopérabilité dans le domaine du sauvetage en mer (*Search and Rescue*). Plus au sud, le *Surcouf* a également agi en soutien du dialogue stratégique avec le partenaire israélien lors de sa relâche opérationnelle à Haïfa au début du mois de décembre. Plusieurs échanges ont ainsi eu lieu avec la Marine israélienne, au premier rang desquels la *Main Planning Conference* de l'exercice multi-domaines CARMEL 2020, qui se tiendra au mois de mars 2020 et auquel participera la frégate. Parallèlement, la participation du *Surcouf* à l'opération CHAMMAL permet d'entretenir un partage d'information tactique avec les alliés de la France qui opèrent en Méditerranée orientale. Ainsi, en complément de sa coopération avec la Marine italienne, le *Surcouf* a établi un lien privilégié avec la station radar britannique située sur le mont Olympe (point culminant de l'île de Chypre) mise en œuvre par un détachement de la *Royal Air Force*. Après avoir reçu à bord les membres du détachement air du mont Olympe pour une réunion de travail le 14 décembre dernier lors d'une relâche opérationnelle à Limassol, le *Surcouf* a ainsi pu échanger sa situation tactique avec l'unité britannique. Marque de la coopération permanente entre la France et le Royaume-Uni, le *Surcouf* a d'ailleurs embarqué dans son état-major un officier de la *Royal Navy*, qui y occupe la fonction de chef de quart. Cette coopération à tout égard illustre le levier de coopération régionale que constitue une frégate déployée sur le flanc ouest de la zone d'opérations CHAMMAL.

## □ □ THEME 4 - 4 : Allocution du CEMAA devant les auditeurs de l'IHEDN

Source, journal ou site Internet : [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)

Date : 17 décembre 2019

Auteur : armée de l'air

Adressé par André Dulou

Vendredi 13 décembre 2019, le général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'Armée de l'air, est intervenu devant les auditeurs de l'institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), à l'École militaire. Cette intervention du chef d'état-major de l'Armée de l'air (CEMAA) fait suite aux présentations, les 30 novembre et 4 décembre derniers, par le Centre des hautes études militaires et le major général de l'Armée de l'air, des principales missions des Aviateurs et des défis qui se posent à eux. Au cours de son allocution, le CEMAA a présenté « *une armée de*

*l'air engagée, résolument tournée vers l'avenir, et qui saura comme d'habitude s'adapter aux évolutions* ». Il a développé les enjeux de l'Armée de l'air suivant des problématiques telles que le terrorisme, la menace des États, la déstabilisation mondiale, l'évolution technologique, la maintenance aéronautique et les ressources humaines. Pour conclure cette présentation, le général Lavigne a rappelé que le succès collectif s'obtient sur le terrain : « We win as a team ! » (Nous gagnons en équipe).

## □ □ THEME 4 - 5 : Présentation des résultats de l'enquête nouvelle génération (ENG)

Source, journal ou site Internet : [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)

Date : 20 décembre 2019

Auteur : DCSSA

Adressé par André Dulou

Le 20 novembre dernier s'est tenu un colloque co-organisé par le service de santé des armées (SSA) et la caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS), en présence de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des Armées, pour présenter les résultats de l'enquête nouvelle génération (ENG) sur la santé et les besoins en prévention des militaires, de leurs familles et des retraités. La finalité de cette enquête est de dresser un état des lieux actualisé de la santé de la communauté de défense et ainsi d'engager des actions de prévention adaptées. Le volet militaire de cette enquête a été conduit entre février et avril 2019 auprès d'environ 4 300 militaires des forces armées et formations rattachées, sur leur lieu de travail en France métropolitaine, en collaboration avec l'institut IPSOS. Le volet famille de militaires et retraités a également concerné près de 47 000 familles de militaire et 10 000 retraités, permettant ainsi d'évaluer plus justement, dans un contexte de forte militarité, les besoins de prévention et d'éducation en santé des populations ciblées. La méthodologie rigoureuse qui a été mise en œuvre et un fort taux de participation des militaires, des familles et des retraités, garantissent des résultats fiables et représentatifs de la population militaire dans son ensemble. Ceci a été rendu possible grâce à une très forte implication du commandement et de toutes les composantes du SSA, tout particulièrement des professionnels de santé des forces soutenant les unités tirées au sort. Les grandes tendances issues des résultats de l'enquête contribueront ainsi, avec les autres sources de données disponibles au sein de l'observatoire de la santé des militaires (OSM), à élaborer les futurs plans de prévention, promotion et les actions de santé répondant aux besoins et aux contraintes spécifiques des militaires, auxquelles restent par ailleurs fortement assujetties les familles. Le colloque du 20 novembre marque ainsi le début d'une réflexion multidisciplinaire au sein du ministère des Armées et avec les partenaires concernés, afin d'améliorer la santé des militaires et de leurs familles.

## 5/ ZONES DE CONFLITS

### □ □ THEME 5 - 1 : [Au Liban, Hassan Diab, soutenu par le Hezbollah, est nommé Premier ministre](#)

Source, journal ou site Internet : [Le Monde](#)

Date : 20 décembre 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

Le président Michel Aoun va charger cet ancien ministre de former un gouvernement, alors que le pays connaît un soulèvement populaire inédit, qui a conduit à la démission de Saad Hariri fin octobre. Grosse tête bardée de diplômes, bûcheur sans étiquette politique, soutien des premiers jours de la révolte antisystème et idéaliste autoproclamé qui rêve de « *changer le monde* » : Hassan Diab, 60 ans, un universitaire peu connu du grand public, s'est vu confier par le président libanais, Michel Aoun, la tâche de succéder à Saad Hariri, le premier ministre renversé fin octobre par la rue. Sur le papier, il arbore un profil idéal. Celui du technocrate indépendant, en phase avec les manifestants qui réclament depuis plus de deux mois, pour faire face à la crise économique, un gouvernement d'experts, épuré de la classe politique traditionnelle. Dans les faits, la situation est infiniment plus complexe et Hassan Diab, qui est l'un des vice-présidents de l'Université américaine de Beyrouth, après avoir été ministre de l'éducation entre 2011 et 2014, a peu de chances d'être l'homme providentiel. D'ailleurs, à peine son nom était-il connu que des centaines de protestataires, massés dans le centre de Beyrouth, ont commencé à le conspuer. Son CV-autobiographie de 136 pages, qui a circulé à toute vitesse sur Internet, et dans lequel il vante son « *sens inné de la sagesse* », ses « *onze livres* », « *cent cinquante publications* » et « *trente distinctions nationales et internationales* », n'a pas constitué la plus efficace des introductions.

---

#### « Politique politicienne »

Mais c'est surtout la manière dont il a été désigné qui suscite la colère des indignés libanais. L'homme a été choisi au cours d'une réunion à huis clos entre Gebran Bassil, le ministre des affaires étrangères, chef du Courant patriotique libre (CPL), la principale formation chrétienne, et Nabih Berri, le président du Parlement, dirigeant du parti chiite Amal et fidèle allié du puissant mouvement Hezbollah, de confession chiite également. Saad Hariri avait annoncé, mercredi, son refus définitif de se succéder à lui-même. « *Des apparatchiks qui se réunissent en coulisses et sortent un nom de leur chapeau : c'est emblématique de cette politique politicienne, dont la rue ne veut plus* », souligne Karim Emile Bitar, professeur de sciences politiques à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. L'autre péché originel, qui promet de compliquer la tâche d'Hassan Diab, tient au fait que sa nomination n'a été soutenue que par 69 députés sur 128 : le bloc constitué du Hezbollah, d'Amal et du CPL et quelques électrons plus ou moins libres. Alors que la règle, au Liban, veut que le gouvernement soit dirigé par un sunnite – le chef de l'Etat étant chrétien, et le chef du Parlement, chiite –, le nouveau premier ministre n'a pas obtenu le soutien du principal représentant de cette communauté, le Courant du futur, de Saad Hariri. Celui-ci s'était résolu à jeter l'éponge après que Gebran Bassil et le tandem chiite ont opposé une fin de non-recevoir à son souhait de former un gouvernement composé exclusivement d'indépendants. Les premiers pas de Diab sur la scène politique, le pedigree des ministres qu'il recrutera dans son cabinet et l'orientation générale qu'il donnera à son équipe seront scrutés à la loupe, aussi bien en interne qu'à l'étranger. Un gouvernement monocouleur, soutenu uniquement par le Hezbollah et ses alliés, ferait courir au pays le risque de retomber dans la polarisation confessionnelle, à rebours des efforts des manifestants pour rompre avec le communautarisme politique. « *Ça peut régénérer le schisme sunnite-chiite, ce qui ferait l'affaire des partis traditionnels* », s'inquiète Ali Mourad, professeur de droit public à l'Université arabe de Beyrouth.

---

#### « Un pays qui fout le camp »

« *C'est très grave, on est en train de s'installer dans une logique de confrontation, totalement déconnectée de la réalité d'un pays qui fout le camp, avec le bras de fer Etats-Unis-Iran en arrière-plan*, renchérit l'économiste Charbel Nahas, l'une des figures de la contestation. *La*

*feuille de route économique et sociale que l'on avait réussi à imposer est en train de repasser au second plan. » Les urgences ne manquent pourtant pas. La dégringolade de la livre libanaise face au dollar sur le marché parallèle a réduit le pouvoir d'achat de la population de 20 % à 30 %. La Banque mondiale, qui prévoit une récession d'au moins 0,2 % en 2019, redoute qu'en l'absence de sursaut des autorités, le taux de pauvreté grimpe de 30 % à 50 % dans les prochains mois. Si Hassan Diab ne parvient pas à doter son gouvernement d'une assise politique plus large que celle qu'il a pour l'instant obtenue, le nouvel exécutif aura les plus grandes difficultés à prendre les décisions impopulaires que la situation économique exige. L'enjeu est également diplomatique. La communauté internationale a conditionné toute mesure de sauvetage financier à la formation d'un cabinet réformateur. Un gouvernement dominé par le Hezbollah, parti sous sanctions des Etats-Unis qui le considèrent comme une organisation « terroriste », risquerait de compliquer l'accès à cette aide.*

## □ □ THEME 5 - 2 : « Nous évitons le pire » : au Sahel, le chef de l'armée française réaffirme la nécessité de l'opération Barkhane

**Source, journal ou site Internet : FraneInfo**

**Date 16 décembre 2019**

**Auteur : Radio France**

**Adressé par François Jouannet**

Après la mort de 13 soldats français au Mali le 25 novembre dernier, et face aux critiques portant sur l'enlisement de l'opération Barkhane, le général Lecointre est allé sur place rappeler la nécessité de cette mission. franceinfo l'a suivi. En acronyme militaire, ce déplacement s'appelle une ITH, pour "inspection de théâtre". En trois jours, du 11 au 13 décembre, le Chef d'état-major des armées (CEMA) a alterné briefings opérationnels et visites diplomatiques au Niger et au Mali. L'avion du général François Lecointre s'est d'abord posé sur la base aérienne de Niamey, par où transite l'essentiel des hommes, du matériel, et de la logistique nécessaires aux 4 500 femmes et hommes de l'opération Barkhane. Il n'y aura pas de grand soir, de grande bataille définitive avec défilé triomphal sur les Champs-Élysées. Nous sommes là pour endiguer la crise.

Le général François Lecointre à franceinfo

Dans la soirée - et il fera de même le lendemain à Gao - le plus haut gradé français s'adresse à une quarantaine d'officiers. Le cœur de son discours : rappeler le sens de la mission. " *Nous sommes ici pour assurer notre sécurité pour les 30 ans qui viennent*", assure-t-il, " *car si nous laissons le chaos s'installer, les États sahéliens vont s'effondrer sur eux-mêmes, laisser la place à l'Etat islamique, ce qui provoquera une pression migratoire sur l'Europe, avec tous les risques populistes que cela entraînera*". A Gao, dans la plus grande base de l'armée française au Mali, le CEMA est accueilli à son arrivée, sur le tarmac, par des pilotes et des équipages d'hélicoptères. L'instant comporte une part de recueillement, ce n'est pas une simple revue des troupes. Le 25 novembre dernier, lors d'une mission de combat, deux hélicoptères se sont percutés, faisant 13 morts. Ceux qui discutent avec le général ont perdu des " *frères d'armes*" cette nuit là. Mais dans leurs mots, aucune nuance de doute, aucune remise en question de leur mission : " *On pense à eux, c'est en tête, c'est latent, mais quand on remonte dans la machine, quand le rotor se met à tourner, on est pleinement concentré. Même si nous avons été marqués par ce que nous avons vu, car nous avons volé la nuit du crash*", disent le capitaine Julien et le

lieutenant Adrien, chef de bord et pilote d'un Tigre. Nous avons une dette envers ces pays. Combien d'Africains sont venus se faire tuer en France et en Europe pendant les deux guerres mondiales ? Le CEMA se dit plus tard " *frappé par le fait que ceux qui perdent leurs camarades au combat sont encore plus déterminés*". Pour lui, si un soldat doute, c'est que son chef n'a pas su lui faire comprendre le sens de la mission, ou n'a pas parié sur son intelligence en ne jugeant pas bon de le faire. Or, poursuit François Lecointre, " *il faut toujours expliquer les raisons pour lesquelles nous nous battons, pour lesquelles nous sommes prêts sur ordre à donner la mort au risque d'y perdre la vie*".

### **Augmentation des attaques jihadistes**

Quand l'hélicoptère du général décolle le lendemain de Gao, c'est pour rejoindre Ménaka, la ville carrefour du Lipatko-Gourma, la région des trois frontières, entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Il y a deux ans, l'armée française avait réussi à y faire baisser la pression des groupes armés terroristes. Un gouverneur s'était même réinstallé à Ménaka. Mais avec la fin de la saison des pluies, les raids jihadistes se sont multipliés ces dernières semaines. Les armées maliennes et nigériennes y ont perdu des dizaines d'hommes chacune. Ménaka, au croisement des routes et des chemins de trafic, est stratégique et les jihadistes cherchent à en terroriser la population. C'est ce qu'est également venu mesurer dans la région le général Lecointre : la possibilité d'appuyer plus encore des Forces armées maliennes, découragées par les revers. Sans elles, sans l'appui de la communauté internationale, rien ne pourra se faire. Les jihadistes ne s'y trompent pas : plutôt que d'attaquer les soldats français, ils attaquent les Maliens, " *valeureux mais vacillants* ", dit le CEMA. Il conteste l'enlisement de l'opération lancée le 1er août 2014, et la fatalité qui voudrait que l'armée malienne ne sera jamais à la hauteur. L'armée malienne n'existait plus en 2012. Elle apprend à se reconstruire, tout en faisant la guerre. C'est comme réparer une voiture en roulant ! un officier malien à franceinfo Les problèmes de l'armée malienne paraissent presque incroyables : des officiers ignorent le nombre, même à la dizaine près, des hommes qu'ils commandent, un soldat n'a pas toujours une arme, les camps sont parfois laissés sans surveillance, pendant la prière ou la sieste, quand les jihadistes attaquent. Pourtant, le général Lecointre voit des motifs d'espoir : de jeunes officiers bien formés, des guerriers vaillants quand ils sont bien encadrés, une communauté internationale, principalement européenne, consciente des efforts qu'il faut partager. " *Mais c'est maintenant, dans l'année qui vient, que se joue l'avenir du Sahel* ", affirme-t-il, " *c'est pour ça que nous nous engageons en avant-garde, et que nous allons passer à la vitesse supérieure. Si nous loupons ce moment charnière, je suis assez pessimiste* ".

## **THEME 5 - 3 : Cameroun : un statut spécial pour la zone anglophone : et après ?**

**Source, journal ou site Internet : le Point Afrique**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par André Dulou**

Les deux régions anglophones du Cameroun ont désormais un nouveau statut. Il leur a été accordé après l'adoption ce mercredi 18 décembre par les députés d'un nouveau projet de loi sur la décentralisation. Ces régions, au sud-ouest et nord-ouest du pays, seront désormais autorisées, si la loi est approuvée par le Sénat et promulguée, à élaborer des politiques publiques dans les domaines de l'éducation et de la justice, a précisé la radio camerounaise. Elle pourrait également poser les bases d'un gouvernement et d'un Parlement spécifique à la zone, peut-on lire dans *Le Journal du Cameroun*. Ce statut spécial est la principale recommandation sur laquelle s'étaient entendus les participants du grand dialogue national convoqué par le président Paul Biya début octobre, pour mettre fin à la crise.



## Plus d'autonomie

Au moment où de nombreuses voix s'élevaient pour critiquer le peu de suites législatives données à ce grand dialogue, l'Assemblée nationale s'était réunie en session extraordinaire vendredi enfin d'examiner ce projet de loi. Le boycottage de cette rencontre par les principaux chefs indépendantistes n'avait pas empêché les participants de préconiser une décentralisation par la création de ce « statut spécial ». Une proposition très éloignée des aspirations fédéralistes, pour les plus modérés, et indépendantistes pour les groupes armés, mais qui avait fait souffler l'espoir d'un retour à la paix après deux ans d'inaction. Ces discussions n'ont toutefois pas permis jusqu'ici de ramener la paix dans

## Une crise devenue nationale

Novembre 2016 est en effet le point de départ d'une crise qui prendra peu à peu en intensité. À l'époque, quelques corps de métiers – enseignants ou juristes – commencent à réclamer davantage de représentativités pour les anglophones. La plupart demandent un retour au fédéralisme, mais une minorité exige l'indépendance et la proclamation d'un nouvel État, l'Ambazonie. Face à l'intransigeance de Yaoundé et à la répression de nombreuses manifestations pacifiques, le conflit, rapidement, se durcit. Fin 2017, une partie des séparatistes prennent les armes. Depuis, les combats font rage entre l'armée et ces groupes armés, prenant en tenaille la population. Le bilan est lourd : plus de 700 000 personnes ont dû fuir leur domicile, et 3 000 ont perdu la vie. Fin septembre 2019, les autorités, sous la pression internationale, organisent donc un dialogue national. Jusqu'à aujourd'hui sans grand succès. D'après plusieurs ONG, les combats et les violences commises contre les civils se sont intensifiés ces derniers mois dans la région, qui compte pour 16 % de la population camerounaise. L'ONU, par la voix du chef du Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique centrale (Unoca) reste, elle aussi, « préoccupée par le niveau de violence qui continue de menacer la vie des Camerounais ». Dans son 17<sup>e</sup> rapport présenté le 6 décembre devant le Conseil de sécurité, François Louvény Fall décrit un « contexte sécuritaire des plus tendus », et ce, malgré « les réformes engagées par le gouvernement camerounais ». Le sujet risque en tout cas de se retrouver au cœur des prochaines élections législatives camerounaises, prévues le 9 février 2020. Les deux principaux partis d'opposition, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) et le Cameroon People's Party (CPP), ont annoncé leur intention de boycotter le scrutin, rendu peu crédible à leurs yeux du fait des combats dans ces deux régions. « Organiser des élections au Cameroun aujourd'hui, qui plus est des élections locales, sans avoir rétabli la paix dans ces régions [...] c'est donner le message que (les) populations (de ces régions) ne sont pas des Camerounais et, ce faisant, consacrer la partition de fait du pays », a déclaré fin novembre le président du MRC, Maurice Kamto.

## **6/ RENSEIGNEMENTS ET MENACES :**

### **□ □ THEME 6 - 1 : L'Iran appelle les pays musulmans à combattre le « terrorisme économique » des USA**

**Source, journal ou site Internet : Le Figaro**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur : avec AFP**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

Le président iranien Hassan Rohani a appelé ce jeudi les pays musulmans à coopérer pour combattre «*le terrorisme économique*» américain, leur suggérant de créer ensemble une

cryptomonnaie, au cours d'un sommet à Kuala Lumpur consacré aux problèmes du monde islamique.

Le sommet rassemble des centaines de délégués et plusieurs chefs d'Etat mais l'absence de l'Arabie saoudite a été remarquée, conduisant certains analystes à voir dans ce forum la création d'un groupe alternatif aux Saoudiens. D'autant que l'événement a été critiqué par l'Organisation de la coopération islamique (OCI) basée à Jeddah. Pour le président iranien, *«le régime économique américain et la dollarisation des économies nationales et internationales ont permis aux Etats-Unis de faire progresser leur hégémonie grâce à la menace de sanctions et au terrorisme économique»*. Le monde musulman doit être sauvé *«de la domination du dollar américain, et du système financier américain»*, a-t-il ajouté dans un discours, appelant à une plus grande coopération économique. Les Etats-Unis ont imposé à nouveau des sanctions économiques drastiques à l'Iran en 2018 après leur retrait d'un accord international sur le nucléaire iranien. L'économie iranienne est entrée en récession, voyant sa monnaie se déprécier et l'inflation bondir. Hassan Rohani a proposé que les nations musulmanes s'allient, encourageant une coopération allant du secteur bancaire jusqu'au tourisme. Il a suggéré que les banques centrales des pays musulmans lancent une cryptomonnaie unifiée. Le président turc Recep Tayyip Erdogan a aussi encouragé les pays islamiques à s'affranchir de leur dépendance au dollar, appelant les musulmans à *«libérer le commerce bilatéral des pressions des devises»*. *«Au lieu de commercer avec des devises étrangères, nous aimerions commercer avec nos monnaies nationales»*, a-t-il expliqué. *«Nous essayons de développer des systèmes de paiement alternatifs comme la Russie, la Chine et le Brésil»*, a-t-il noté.

## □ □ THEME 6 - 2 : Nouvelle Zélande : plus de 56 000 armes à feu récupérées

**Source, journal ou site Internet : RFI**

**Date 20 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par André Dulou**

Après la tuerie visant deux mosquées de Christchurch, qui avait fait 51 morts au mois de mars, le gouvernement néo-zélandais avait mis en place un dispositif ambitieux pour lutter contre la prolifération des armes. Le plan anti-armes vient de s'achever avec plus de 55 000 armes à feu récoltés. Le mode d'emploi est simple et rapide: je possède une arme de guerre ? Je la remets à la police qui me la rembourse et ne me pose aucune question. Ni qui me l'a vendue ni ce que j'en ai fait jusqu'ici. Bilan: 56 350 fusils et pistolets récupérés ainsi que 200 000 pièces détachées. Pour un pays de 5 millions d'habitants.

Dispositif incomplet...

Difficile de parler de succès, car on ne sait pas combien d'armes restent dans la nature. Il y a des estimations, mais aucun chiffre précis, car depuis 1982, personne n'a fait les comptes. Plusieurs ONG parlent d'un dispositif incomplet. Le volontariat, disent-elles, ça ne vise que les honnêtes gens et pas les gangs criminels qui ne viendront jamais au commissariat Mais les autorités ont déjà prévu la suite ; le gouvernement de Jacinda Ardern veut durcir les conditions d'obtention du permis de port d'armes et créer un registre national répertoriant l'ensemble des pièces vendues dans le pays.

## □ □ THEME 6 - 3 : Etats-Unis : alerte aux navigateurs sur la présence d'un « espion » russe

Source, journal ou site Internet : Mer et Marine

Date : 19 décembre 2019

Auteur : Vincent Grozeleau

Adressé par François Jouannet

Quand les autorités maritimes émettent un avis urgent aux navigateurs, c'est pour signaler un danger, généralement un navire en avarie ou des objets à la dérive susceptibles de provoquer une collision. Samedi dernier, les garde-côtes américains ont fait dans l'originalité en émettant un bulletin de sécurité maritime concernant... un bâtiment « espion » de la marine russe. L'USCG a annoncé « avoir reçu des informations indiquant que le Viktor Leonov se comportait de manière dangereuse au large des côtes de la Caroline du sud et de la Géorgie ». Le navire a apparemment été surpris à naviguer tous feux éteints dans des conditions de visibilité réduite et à conduire des évolutions erratiques sans répondre aux appels d'usage d'autres navires croisant sa route pour coordonner les manœuvres et éviter un accident. L'USCG a appelé les navires transitant dans cette zone à la vigilance et à « faire preuve d'une extrême prudence lorsqu'ils naviguent à proximité » du bâtiment russe. Long d'une centaine de mètres, le Viktor Leonov est l'un des sept bâtiments collecteurs de renseignements du type Vishnya mis en service à la fin des années 80. Il appartient à la flotte russe du Nord. Selon les informations recueillies par CNN, il évoluait auparavant dans les Caraïbes. Le Viktor Leonov serait même un « habitué » de la côte Est des Etats-Unis puisqu'il aurait déjà été repéré l'an dernier au large de la Géorgie, là où se trouve notamment la base de Kings Bay, qui abrite les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins américains basés sur la façade atlantique, ou encore au large de la Virginie et du Connecticut en 2017. D'après les media américains, d'autres grandes oreilles russes se trouveraient actuellement dans les Caraïbes. Tous sont apparemment suivis de près par l'US Navy et les renseignements américains.

## □ □ THEME 6 - 4 : La dette publique française à plus de 100% du PIB fin septembre

Source, journal ou site Internet : Le Figaro

Date : 20 décembre 2019

Auteur : Marc Landre

Adressé par Elie Billaudaz

À 2.415 milliards d'euros, la dette est à nouveau en hausse de 0.9 point et dépasse le seuil fatidique des 100% du PIB

C'est officiel, la nouvelle vient de tomber. La dette française a de nouveau franchi la barre symbolique des 100% du PIB au 3ème trimestre 2019. Elle a précisément bondi de 39,6 milliards d'euros sur trois mois, pour atteindre les 2415,1 milliards d'euros, un record absolu. Soit... 100,4% de la richesse nationale (+0,9 point sur 3 mois), le 3ème pire niveau jamais atteint après les 100,5% et 100,8% enregistrés aux 2ème et 3ème trimestres 2017 (des taux qui ont été recalculés ex-post quand la dette de la SNCF, qui a été récupérée par l'Etat l'année dernière, a été réintégrée à rebours dans l'endettement public). Dans le détail, c'est surtout la dette de l'Etat qui augmente alors que celles des collectivités territoriales et de la Sécu diminuent. Ainsi, la contribution de l'Etat à l'endettement public au 3è trimestre croit de 41,6

milliards sur trois mois quand celles des administrations locales et de la Sécu régressent de 0,7 et 1,7 milliard. Ce taux, supérieur à 100%, devrait toutefois baisser au 4<sup>e</sup> trimestre, comme chaque année. La raison est simple : l'Etat s'endette toujours plus en début qu'en fin d'année, car il concentre ses émissions sur les premiers mois. Sur l'ensemble de l'année, le gouvernement Philippe a d'ailleurs prévu de boucler 2019 sur un taux d'endettement moyen de 98,7%, en légère baisse de 0,1 point sur un an. Sans doute la forte progression des encours de dette au 3<sup>e</sup> trimestre, surprenante à cette période de l'année, aura pour conséquence de relever l'objectif final de fin d'année. En novembre, Bruxelles anticipait d'ailleurs un taux d'endettement de 98,9% du PIB pour Paris, soit le 5<sup>e</sup> niveau le moins bon de la zone euro.

#### La dette, point faible du quinquennat Macron

---

La dette est clairement le point faible du quinquennat Macron. Pendant la campagne, le président de la République s'était engagé à baisser de 5 points en 5 ans le taux d'endettement. Dans l'euphorie post-victoire, il avait même affiché une ambition supérieure auprès de la commission de Bruxelles, en anticipant un reflux de 8 points d'ici 2022. Reste que les choses ne se sont pas passées comme prévu (gilets jaunes, guerre commerciale, ralentissement mondial...) et que le chef de l'Etat français a été rattrapé par le principe de réalité. A la rentrée, il a revu ses ambitions à la baisse et n'anticipait plus alors qu'un reflux de 1,7 point. Mais ça, comme dirait la pub, c'était avant... de franchir le seuil des 100%... Réagissant à la nouvelle, Bruno Retailleau, le président du groupe Les Républicains au Sénat a estimé que le gouvernement avait *«abandonné tout effort de gestion»* et qu'une telle dérive de la dette était *«dangereuse»*. *«Elle affaiblit la France, paupérise les Français et annonce des lendemains difficiles»* s'est-il indigné.

Effet bénéfique des taux bas

Pourtant le FMI s'était inquiété, cet été, du niveau de la dette publique française, qu'il juge «trop élevée». *«Ce qui compte, c'est la croissance et l'emploi, ce qui ne veut pas dire - c'est ce qu'a dit le président de la République -, qu'il ne faut pas faire des efforts (...) et réduire les dépenses publiques»* avait alors nuancé Gérard Darmanin, le ministre de l'action et des comptes publics. Dans sa lutte contre la dette, le gouvernement a un allié de taille, à savoir les taux d'intérêts. Aujourd'hui, la France emprunte à des taux négatifs pour des échéances de 15 ans, limitant de *facto* la charge de la dette.

## 7/ SECURITE INTERIEURE

### □ □ THEME 7 - 1 : France Télécoms et ses trois anciens dirigeants reconnus coupables de harcèlement moral institutionnel

Source, journal ou site Internet : Le Monde

Date : 20 décembre 2019

Auteur : avec AFP

Adressé par Elie Billaudaz

L'entreprise a été condamnée à une amende de 75 000 euros, la peine maximale. La justice a reconnu qu'un harcèlement moral institutionnel s'était propagé du sommet à l'ensemble de l'entreprise en 2007-2008, une période marquée par plusieurs suicides de salariés.

---

Le jugement, très attendu, est tombé vendredi 20 décembre : trois anciens dirigeants de France Télécom – Didier Lombard, président-directeur général entre 2005 et 2010, Louis-Pierre

Wenès, ex-numéro 2, et Olivier Barberot, ex-directeur des ressources humaines –, ont été déclarés coupables de « *harcèlement moral institutionnel* », ainsi que l'entreprise, dix ans après une vague de suicides de salariés. Les trois prévenus ont été condamnés à un an de prison, dont huit mois avec sursis, et 15 000 euros d'amende, pour avoir mis en place une politique de réduction des effectifs « *jusqu'au-boutistes* » sur la période 2007-2008. Ils ont, en revanche, été relaxés pour la période 2008-2010. France Télécom, devenu Orange en 2013, a été condamné à 75 000 euros d'amende, soit la peine maximale prévue. Les autres prévenus ont été reconnus coupables de complicité de harcèlement moral. Ce jugement clôt un procès long de trois mois, qui s'est tenu au tribunal correctionnel de Paris du 6 mai au 11 juillet, durant lequel les différentes parties ont tenté de faire la lumière sur les pratiques managériales en vigueur au sein de l'opérateur historique français. Le tribunal fait ainsi entrer dans la jurisprudence la notion de harcèlement moral « *institutionnel* », « *systémique* », c'est-à-dire étant le fruit d'une stratégie d'entreprise « *visant à déstabiliser les salariés, à créer un climat anxigène et ayant eu pour objet et pour effet une dégradation des conditions de travail* ». Didier Lombard va faire appel de cette condamnation, a immédiatement annoncé son avocat, Jean Veil, à la sortie du tribunal, dénonçant une « *faute de droit complète* » et une « *décision de politique totalement démagogique* ». L'entreprise, en revanche, avait prévenu lors du procès qu'elle ne ferait pas appel en cas de condamnation. Elle avait en outre annoncé une procédure d'indemnisation d'éventuelles victimes.

---

#### Une réduction des effectifs « à marche forcée »

L'affaire remonte à dix ans. France Télécom faisait alors la « une » des médias en raison de suicides parmi ses salariés. En juillet 2009, Michel Deparis, un technicien marseillais, mettait fin à ses jours en critiquant dans une lettre le « *management par la terreur* ». « *Je me suicide à cause de France Télécom. C'est la seule cause* », écrivait-il. Deux mois plus tard, une première plainte était déposée par le syndicat SUD, suivie d'autres, et d'un rapport accablant de l'inspection du travail. Le tribunal a examiné en détail les cas de trente-neuf salariés : dix-neuf se sont suicidés, douze ont tenté de le faire, et huit ont subi un épisode de dépression ou un arrêt de travail. A la barre, les témoignages se sont succédé, donnant une idée précise de ce qui a fait sombrer des employés dans la dépression. Il a été question de mutations fonctionnelles ou géographiques forcées, de baisses de rémunérations ou encore d'e-mails répétés incitant au départ. L'avocat de la partie civile, Jean-Paul Teissonnière, a parlé d'un « *immense accident du travail organisé par l'employeur* ». Ce procès portait notamment sur la période 2007-2010, et les plans « *NExT* » et « *Act* » qui visaient à transformer France Télécom en trois ans, avec notamment l'objectif de 22 000 départs et 10 000 mobilités. L'entreprise comptait plus de 100 000 salariés, une centaine de métiers différents, répartis sur près de 23 000 sites. Pour les prévenus, il devait s'agir de départs « *volontaires* », « *naturels* ». Au contraire, pour les parties civiles, les ex-dirigeants ont fait pression sur les salariés pour les pousser à partir. La plupart d'entre eux étaient fonctionnaires et ne pouvaient donc pas être licenciés. En 2006, Didier Lombard disait aux cadres que les départs devaient se faire « *par la fenêtre ou par la porte* ». « *Les moyens choisis pour atteindre l'objectif fixé des 22 000 départs en trois ans étaient interdits* », a jugé le tribunal, rappelant qu'il faut « *concilier le temps et les exigences de la transformation de l'entreprise avec le rythme de l'adaptation des agents qui assurent le succès de cette transformation* ». C'était une réduction des effectifs « *à marche forcée* » ; le volontariat des départs n'était qu'un « *simple affichage* », selon le tribunal. Le ton de la direction « *est donné : ce sera celui de l'urgence, de l'accélération, de la primauté des départs de l'entreprise, de gré ou de force* ».

---

#### Une « grande victoire » pour les syndicats

Le jugement de vendredi est « *une grande victoire* » et une « *reconnaissance nette des préjudices subis* », a réagi auprès de l'Agence France-Presse (AFP) Patrick Ackermann, du syndicat SUD. Malgré l'appel de Didier Lombard, « *c'est un procès gagné* », car il sera « *difficile de gagner en appel* », estime M. Ackermann. « *Ça permet de construire quelque chose qui va interpeller les politiques sur les méthodes de management pour revoir la loi, mieux caractériser le harcèlement et durcir les sanctions* », a-t-il poursuivi. « *Il faut aussi revoir la politique de prévention, à la lumière de cette affaire France Télécom : se demander comment cela a pu être possible.* » Jean-Paul Teissonnière, avocat de SUD, a salué « *un tournant dans le droit pénal du travail sur la question du harcèlement institutionnel et sur le management toxique* ». « *Nos pensées vont en priorité aux collègues qui se sont suicidés et à leurs familles* », a, pour sa part, déclaré Sébastien Crozier, de la CFE-CGC. « *La quasi-totalité des demandes de réparation ont été approuvées par le tribunal.* » Jean Perrin, dont le frère, Robert Perrin, s'est suicidé en 2008, est « *satisfait* » mais regrette toujours que le chef d'inculpation d'homicide involontaire n'ait pas été retenu. Comme plus d'une centaine de parties civiles, il a obtenu des dommages et intérêts pour préjudice moral et personnel, à hauteur de 67 500 euros, mais « *c'est la reconnaissance qui compte* », dit-il. « *Par ce procès, la justice nous a reconnus, a renchéri Noël Rich, également partie civile en tant que victime. On n'était rien, des dossiers du département RH. Le tribunal a dit au management : "Vous avez grillé le feu rouge" et ça vaudra à l'avenir pour toute entreprise qui agira comme ça.* » « *C'est, pour moi, une énorme émotion* », a-t-il ajouté. Lors des réquisitions, le parquet avait demandé les peines maximales encourues : 75 000 euros d'amende pour l'entreprise ; un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende pour Didier Lombard, Louis-Pierre Wenès et Olivier Barberot. Les avocats de la défense avaient, eux, demandé la relaxe.

## **8/ ENERGIE - ENVIRONNEMENT – CLIMAT**

### **□ □ THEME 8 - 1 : La COP 25 : un échec face à l'urgence climatique ?**

**Source, journal ou site Internet : IRIS**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur : Le point de vue de Julia Tasse, Sofia Kabbei**

**Adressé par Jean-François Mazaleytrat**

#### **Quel bilan tirer de cette COP 25 ? Où en est l'Accord de Paris après cette conférence ?**

L'objectif de la COP 25 était de finaliser les règles de mise en œuvre de l'Accord de Paris (AP) afin qu'il soit opérationnel en 2020. Parmi les points principaux à négocier, celui des modalités et procédures des mécanismes de coopération et de marché carbone internationaux prévus à l'article 6 de l'AP et la révision du Mécanisme international de Varsovie (WIM), dédié aux pertes et dommages. Devaient également être abordés le rehaussement des réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) des pays prévu pour 2020, ainsi que les thématiques des océans et de la biodiversité. Pour le Secrétaire des Nations unies António Guterres, les représentants de la société civile et des États les plus vulnérables aux impacts des changements climatiques, le bilan de la COP25 est décevant. Malgré la dynamique lancée par présidence chilienne et le Secrétariat des Nations unies, seuls 80 pays, représentant 10,5 % des émissions mondiales de GES, se sont engagés à rehausser l'ambition de leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN) d'ici 2020. Les États n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur les modalités d'application des mécanismes de l'article 6 relatifs à l'intégrité environnementale des

projets de coopération, à la double comptabilisation des quotas, aux droits humains et aux articulations avec le Mécanisme de Développement Propre (CDM) du Protocole de Kyoto. Les États ont également failli à s'accorder sur la thématique des pertes et dommages, tant sur leur reconnaissance que sur les mécanismes financiers associés. On observe globalement une division entre pays du Sud et pays du Nord sur cette question, les premiers faisant valoir leur besoin de financements face aux pertes et dommages qu'ils subissent, les seconds, en particulier les États-Unis, s'y opposant. Les blocages rencontrés autour de ces deux enjeux ont gangréné le reste des négociations, qui n'ont pas non plus réussi à faire avancer les questions liées aux océans et à la biodiversité. Ainsi, seuls 39 pays se sont engagés à inclure les océans dans leurs futures CDN tandis qu'aucune avancée n'a été enregistrée en matière de biodiversité. Quelques points positifs méritent malgré tout d'être soulignés. Tout d'abord l'adoption d'un Plan d'Action sur le Genre qui vise, entre autres, à intégrer de manière systématique les considérations de genre aux politiques climatiques des États, et au cadre de gouvernance onusien des changements climatiques. Un groupe de travail ayant pour objectif de développer un plan sur six ans afin d'aider les pays à réaliser une transition vers une économie plus propre a également été créé. Côté finance, un groupe de 51 ministres des finances ont présenté le Plan d'Action de Santiago qui ambitionne d'intégrer le changement climatique dans le processus de prise de décision des politiques économiques et financières. L'Union européenne, par la voie de la Présidente de la Commission Ursula von der Leyen, a présenté les grands axes du nouveau *Green Deal* qui vise entre autres, la neutralité carbone d'ici 2050 et une réduction plus importante des émissions de GES d'ici 2030.

### **Dans quelle mesure est-ce que l'article 6 constitue un point central de l'intégrité de l'Accord de Paris ?**

L'Article 6 de l'Accord de Paris évoque la mise en place de trois mécanismes de coopération volontaire visant à augmenter l'ambition de réduction des émissions de GES. Deux de ces mécanismes sont basés sur des logiques marchandes, le premier vise à permettre le transfert de résultats d'atténuation au niveau international (ITMO), c'est-à-dire permettre à un pays ayant dépassé ses objectifs d'atténuation de revendre les quotas qui lui ont été alloués à un autre, tandis que le second mécanisme prévoit la création d'un nouveau marché carbone international, géré par les Nations unies, pour les acteurs publics et privés. Enfin, le troisième mécanisme vise à fournir un cadre formel aux pays afin de les encourager à coopérer autour des solutions à mettre en place pour atténuer et s'adapter aux changements climatiques. L'Article 6 est considéré par beaucoup comme la pierre angulaire de l'AP car il permettrait de réaliser les réductions d'émissions de GES nécessaires pour atteindre l'objectif des 1,5 °C dans la mesure où il repose sur des mécanismes de marchés incitatifs, que nombre de pays font référence à l'usage de tarification du carbone dans leur CDN et qu'il intègre les acteurs du secteur privé (notamment les entreprises les plus polluantes). Pourtant, de nombreuses réserves sont exprimées par les représentants des ONG environnementales, des peuples indigènes et des États les plus vulnérables. Pour eux, si les modalités des différents mécanismes ne sont pas précises et contraignantes, l'application de l'article 6 pourrait avoir des conséquences importantes sur l'intégrité environnementale des mécanismes de marché et les droits de l'homme. Des projets contribuant à réduire les émissions de GES, comme la construction d'un barrage hydroélectrique, ont déjà provoqué des conséquences néfastes sur l'environnement local, en détruisant des écosystèmes et en violant les droits des populations. Il est clair que les négociations autour de l'article 6 de l'AP continueront de monopoliser l'attention lors de la COP26 et que leur issue sera déterminante pour la mise en œuvre de l'AP.

### **Comment la société civile réagit-elle face à l'échec de cette COP à répondre à l'urgence climatique ?**

Cette année, ce sont près de 9 000 acteurs de la société civile qui ont assisté à la COP25. La relocalisation de l'évènement à Madrid au dernier moment a causé d'importants défis logistiques et financiers aux acteurs non étatiques des pays du Sud. Pour la société civile, les négociations ont témoigné d'une profonde déconnexion entre les lents processus onusiens et la demande d'action rapide et ambitieuse de la société civile. Cette déconnexion est d'autant plus visible lorsque l'on s'attarde sur la manière dont sont accueillis les rapports du Groupe Intergouvernemental d'Expert sur l'Évolution du Climat (GIEC) par certains pays dont l'Arabie Saoudite, le Koweït ou le Brésil. La frustration de la société civile s'est exprimée dans les rues de Madrid, lors d'une marche qui a réuni 500 000 personnes, et au sein du centre de conférence où plus de 200 observateurs, dont beaucoup de jeunes et d'indigènes, ont mené une action de protestation.

## □ □ THEME 8 - 2 : Macron cherche un créneau entre Greta et Donald (Trump)

Source, journal ou site Internet : Contrepoints

Date : 17 décembre 2019

Auteur : Michel Gay

Adressé avec l'aimable autorisation de l'auteur

Avant de se rendre à Bruxelles pour un sommet européen consacré notamment à la question du climat, Emmanuel Macron a rencontré le 12 décembre à l'Élysée 80 étudiants et chercheurs lauréats du programme "Make our planet great again" lancé il y a deux ans. Le Président a fait le point sur l'initiative qu'il avait lancée le 1er juin 2017 pour réagir à la décision des États-Unis de sortir de l'Accord de Paris sur le climat, en détournant la célèbre formule de Donald Trump « *Make our country great again* ». Il avait alors demandé aux chercheurs et aux étudiants de rejoindre la France pour mener la lutte contre le réchauffement climatique avec un budget coquet de 60 millions d'euros débloqués pour les accueillir. Il a regretté qu'il soit difficile de se faire entendre entre le « *club Greta* » Thunberg impatient d'accélérer les mesures contre le changement climatique et le « *club Donald* » Trump climato-sceptique qui estime que l'homme n'est pas à l'origine des variations du climat. « *Il y a plein de gens qui ont envie de changer mais c'est vachement dur car ça ne va jamais assez vite pour Greta et c'est toujours trop pour Donald* ».

### **Un club « *Manu* » ?**

« *Je voudrais qu'on fasse notre club à nous avec l'objectif d'arriver à ce que les gens changent leur comportement, comprennent que c'est possible et qu'on les accompagne* » a-t-il poursuivi. Emmanuel Macron a donc demandé aux chercheurs présents de l'aider « *à convaincre les décideurs et l'opinion pour rendre le changement acceptable* ». Ce club serait fait « *de choses assez positives, sans être naïves, incitant les citoyens à changer leurs comportements, qu'ils comprennent que c'est possible [...] avec des gestes quotidiens, soutiennent un changement de trajectoire dans les politiques publiques et acceptent d'acheter, de consommer, d'investir différemment* ». Serait-ce encore un « *machin* » inutile installé sur l'autel de la communication ? Sur environ 200 doctorants, post-doctorants et chercheurs sélectionnés pour cette initiative, une quarantaine seulement vient des États-Unis.

### **Un « *new deal* »**



Le Président souhaite « *une nouvelle mondialisation, qui s'appuierait sur les conseils éclairés et argumentés des scientifiques. La mondialisation qu'on a connue est une mondialisation du commerce, des biens, financière et numérique. Il y a un contre-modèle : une mondialisation du savoir et de la bonne volonté. J'y crois profondément. Face à l'internationale de l'obscurantisme, il y a une internationale du savoir et des bonnes volontés. La nôtre* ». Puisse-t-il être entendu... « Vaste programme » (ou « *lourde tâche* ») comme aurait dit le général De Gaulle. Mais quelqu'un pourrait-il signaler à notre Président de la République, qui apparemment l'ignore, qu'il existe déjà en France une Académie des sciences que personne n'écoute. Pluridisciplinaire et ouverte à l'international, elle est riche de 266 membres, 115 associés étrangers et 70 correspondants, élus parmi les scientifiques français et étrangers les plus éminents. Ce n'est pas suffisant ? Il existe aussi une Académie des technologies placée sous la tutelle du Ministre de la recherche et composée de 328 membres dont les rapports restent lettres mortes et que les médias ignorent largement. Ces 60 millions d'euros, cet argent public issu des impôts et taxes des Français, n'auraient-ils pas été plus utiles ailleurs ? Et si, au lieu d'aller chercher loin des experts parfois auto-proclamés, nos élus, y compris au plus haut niveau, commençaient par écouter les scientifiques et chercheurs de nos Académies ?

## □ □ THEME 8 - 3 : Méthane, les émissions ignorées des accidents de puits

Source, journal ou site Internet : Euractiv

Date : 20 décembre 2019

Auteur : avec le journal de l'environnement / Romain Loury

Adressé par André Dulou

Responsables d'environ un quart du réchauffement actuel, les émissions de méthane ne cessent d'augmenter. Parmi les coupables, l'exploitation d'énergies fossiles, dont l'extraction et le transport peuvent engendrer d'importantes fuites de ce gaz, au potentiel de réchauffement global (PRG) 28 fois plus élevé que le CO<sub>2</sub>. Au-delà de ces fuites constantes, dont les États-Unis s'approprient à délaissé le contrôle, il en est d'encore plus mal connues : celles qui découlent d'une explosion des puits, du fait de la difficulté de mesurer les émissions en temps réel. La plus importante d'entre elles est survenue en 2004 dans le Texas : 115 000 tonnes de gaz naturel, principalement du méthane. Deuxième en titre, celle d'Aliso Canyon (Californie) en 2015, très médiatisée, a dégagé un total de 97 000 tonnes de méthane en trois mois et demi.

Un accident largement ignoré

Une troisième, survenue le 15 février 2018 dans le comté de Belmont (Ohio), est passée quasi-inaperçue. À tort, révèle l'équipe d'Ilse Aben, de l'Institut de recherche spatiale des Pays-Bas (Utrecht) : grâce à l'analyse des données du Tropospheric Monitoring Instrument, installé à bord du satellite Sentinel-5P (lancé en octobre 2017), les chercheurs révèlent que, le 27 février, ce puits laissait fuir 120 tonnes de méthane par heure, un taux deux fois plus élevé que celui d'Aliso Canyon. En prenant cette valeur comme moyenne sur les 20 jours qui se sont écoulés entre l'accident et la réparation du puits le 7 mars, la fuite s'élèverait à 60 000 tonnes de méthane. Ce qui est loin d'être anecdotique : ce chiffre équivaut au quart des émissions annuelles de méthane émis par le secteur des énergies fossiles dans l'Ohio.

Des émissions importantes, mais négligées

Selon les chercheurs, ces fuites dépassent même les émissions annuelles du secteur gazier et pétrolier de la plupart des pays européens. Seuls trois d'entre eux émettent plus de 60 000 tonnes de méthane par an, à savoir le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie, qui se situent autour de 200 000 tonnes annuelles de méthane. Pire, l'explosion de l'Ohio a émis en 20 jours autant de méthane que les Pays-Bas, tous secteurs d'activité confondus, en un an. Alors que l'accord de Paris repose sur des inventaires d'émissions dressés chaque année par les États, de tels accidents, non pris en compte, ajoutent une incertitude majeure, engendrant une importante sous-estimation des émissions réelles. D'où l'intérêt d'une surveillance satellitaire, seul outil capable de mesurer ces émissions non prédictibles, concluent les chercheurs.

## **9/ GEOPOLITIQUE DE LA CULTURE :**

### **□ □THEME 9 - 1 : Qatar – Arabie saoudite une réconciliation à pas de tortue**

**Source, journal ou site Internet : Orient XXI**

**Date : 20 décembre 2019**

**Auteur : Alain Gresh, Sarra Grira**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

La crise du Golfe toucherait-elle à sa fin ? Après deux ans et demi de guerre froide entre le Qatar et certains autres membres du Conseil de coopération du Golfe, une timide voie diplomatique est à nouveau ouverte. Si des signes de bonne volonté sont donnés des deux côtés, la normalisation « *Nous avons vu les conséquences de l'abandon de la légitimité et du droit international dans plus d'un lieu, y compris dans notre région* », expliquait samedi 14 décembre l'émir Tamim Ben Hamad Al-Thani, prince du Qatar, dans son discours d'ouverture de la 19<sup>e</sup> édition du Forum de Doha. Difficile de ne pas voir dans cette phrase la condamnation de la politique de sanction dont le Qatar fait l'objet depuis juin 2017. Et, contrairement à ce que laissent entendre les derniers rapprochements, le retour à la normale entre Doha et Riyad n'est pas pour demain : « *Il est encore trop tôt pour parler de réconciliation*, affirme une source qatarie. *Il n'y a pas d'accord sur quoi que ce soit. Nous voulons des solutions à long terme, pour que cette crise ne se répète pas. Et nous refusons de revenir à l'accord de 2014.* » Pourtant, depuis la mi-novembre, plusieurs signes de détente auguraient une réconciliation entre Doha et Riyad, un an après l'étrange éloge fait par le prince héritier Mohamed Ben Salman (MBS) de l'économie du Qatar en octobre 2018, juste après l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi. Le premier de ces signes a été l'invitation officielle de l'Arabie saoudite, du Bahreïn et des Émirats arabes unis à la Coupe du Golfe, qui s'est achevée le 8 décembre avec la victoire du Bahreïn. Lors de la précédente édition, l'Arabie avait refusé de se rendre à Doha, obligeant le Qatar à se désister en faveur du Koweït. Deux semaines plus tard, un article du *Wall Street Journal* révélait qu'au mois d'octobre, le ministre des affaires étrangères qatari Mohamed Ben Abdourrahmane Al-Thani avait accompli « *un voyage secret [...] pour rencontrer de hauts responsables saoudiens* ». Enfin, autre signe important, l'invitation officielle du Qatar au sommet de Riyad, le 10 décembre. Le tout s'est fait avec le concours de la diplomatie koweïtienne qui prend de l'avance sur son rôle à la tête du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à partir de 2020. Mais si l'accueil saoudien pour le sommet de Riyad a été on ne peut plus chaleureux avec une réception de la délégation qatarie par le roi Salman, l'émir a en effet préféré envoyer son premier ministre plutôt que de s'y rendre en personne.

**LES SAOUDIENS SONT DEMANDEURS**

Si les 13 conditions draconiennes exigées par l'Arabie saoudite et les Émirats (aux côtés du Bahreïn et de l'Égypte) en juin 2017 — parmi lesquelles figure la fermeture de la chaîne Al Jazeera — ne sont plus à l'ordre du jour, l'article du *Wall Street Journal* affirme une volonté de concession de la part des Qataris. Ils auraient proposé de couper les liens avec les Frères musulmans qu'ils sont accusés de financer, dans un geste clair d'apaisement. Mais ce récit est erroné. Selon une source bien informée, « *ce sont les Saoudiens qui ont pris l'initiative de contacter le Qatar. C'est une décision personnelle de MBS. Il a envoyé un de ses jeunes conseillers rencontrer l'entourage de l'émir lors d'un déplacement de celui-ci à Londres, en septembre, et à Tokyo en octobre. Les contacts ont abouti à la visite secrète à Riyad en octobre du ministre des affaires étrangères* ». Le fait que le prince héritier soit à la manœuvre revient à reconnaître l'impasse dans laquelle il se débat à la suite de la multiplication des « erreurs » stratégiques depuis 2015 :

→ l'entrée en guerre au Yémen, qui s'est soldé par un échec et une crise humanitaire désastreuse à tel point que l'Arabie saoudite, après le virage américain qui exigeait d'elle la fin des frappes aériennes, envisage désormais de négocier avec les houthistes soutenus par l'Iran ;

→ l'enlèvement du premier ministre libanais Saad Hariri en novembre 2017, dont Riyad a imposé la démission ;

→ enfin et non des moindres, l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi au consulat saoudien d'Istanbul l'année suivante, et qui a fortement terni l'image du royaume sur la scène internationale.

Or, le royaume wahhabite ne peut plus se permettre d'être ainsi sur plusieurs fronts. Le roi Salman a d'ailleurs rappelé, lors du sommet de Riyad, que la région du Golfe « *traverse des circonstances et des défis qui nécessitent de joindre les efforts pour y faire face* », en réaffirmant que l'ennemi principal restait l'Iran. Pour ce faire, un retour au calme dans le Golfe s'imposait.

## UNE RÉALITÉ DIFFÉRENTE DE CELLE DE 2014

Toutefois, Doha ne semble pas encline à revenir aussi promptement dans les bras de Riyad. « *Les Saoudiens ont été surpris par la position de négociation de Doha* », nous confie notre source. Après les difficultés auxquelles il a dû faire face dans les premiers mois qui ont suivi son boycott, le Qatar sort renforcé de cette crise, que ce soit au niveau régional, ou sur le plan de la souveraineté nationale. Et il oppose une fin de non-recevoir aux demandes concernant les deux principaux griefs formulés à son encontre en juin 2017, à savoir le soutien aux Frères musulmans et ses relations avec l'Iran. Le ministre des affaires étrangères qatari a en effet déclaré, lors de la conférence de dialogues méditerranéens MED 2019, qui s'est tenue à Rome au début du mois, que l'accusation de soutenir les Frères musulmans était fallacieuse : « *Nous n'avons pas soutenu l'islam politique ni les Frères musulmans, [...] Nous n'avons de relations qu'avec les États et les peuples, et non avec les partis politiques* ». Quant aux liens qu'entretient l'émirat avec l'Iran, une source de haut niveau qatarie affirme qu'il n'est pas question pour Doha de revoir ses liens avec Téhéran : « *L'Iran est notre voisin. Nous partageons avec eux un champ gazier. Nous avons des divergences avec eux sur un certain nombre de points. Mais nous ne pouvons oublier qu'en 2017 ils ont ouvert leur espace aérien et leurs ports face à ceux qui nous imposaient un embargo* ». Ainsi, il ne s'agit pas pour le Qatar de revivre la réconciliation de novembre 2014 : huit mois auparavant, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Bahreïn avaient rappelé leurs ambassadeurs à Doha et réclamé, déjà à l'époque, la

fermeture de la chaîne Al-Jazira. Signe de bonne volonté, le prince Tamim avait alors consenti à exiger le départ de sept responsables des Frères musulmans, dont Mahmoud Hussein, le secrétaire général de l'organisation en Égypte. Aujourd'hui, la chaîne qatarie revoit certes un peu son ton offensif quand il s'agit de MBS. Une source proche de la chaîne nous affirme que, si elle continue de « *passer des informations qui ne plaisent pas à Riyad, on ne titre plus là-dessus. Et il arrive que des rédacteurs en chef de la chaîne jugent à présent certains sujets critiques à l'encontre de l'Arabie saoudite "moins importants"* ». Mais Doha tient cette fois à son indépendance, comme le souligne la source de haut niveau qatarie : « *On peut discuter de tout sauf de ce qui affecte la souveraineté du pays. Il n'y aura pas d'interférence dans les affaires internes ou externes du Qatar.* » Confirmation du côté d'Al-Jazira : « *On parle d'un soutien officiel à l'indépendance de la chaîne cette fois, contrairement à l'accord de Riyad en 2014, quand un représentant du ministère des affaires étrangères s'est invité à l'antenne pour inciter les médias à respecter "les liens fraternels" entre les pays du CCG.* » Par ailleurs, le Qatar a plus d'une raison de ne pas courir derrière un accord : une normalisation totale de ses relations avec les Saoudiens risque de lui poser problème, car il devrait alors répondre aux sollicitations de Riyad — y compris financières — pour intervenir dans différents conflits, et le risque de limiter sa liberté de manœuvre, à l'heure où Doha mise sur sa diplomatie et son rôle de médiateur pour asseoir sa stature régionale et internationale.

## OPPOSITION ÉMIRATIE ET NOUVEL ORDRE RÉGIONAL

« *Les négociations sont bilatérales* » entre Riyad et Doha, confirme notre source. Et l'article du *Wall Street Journal* qui parle d'une médiation des Émirats qui aurait permis le rapprochement est erroné. Ce sont « *sans doute avec des sources émiraties qui ont informé le journaliste.* » Tout en essayant de se donner le beau rôle, les Émiratis espéraient, en révélant les négociations au grand jour, les faire échouer. La politique des Émirats semble en effet de plus en plus en contradiction, au moins partielle, avec celle de l'Arabie saoudite, puisqu'ils ont choisi, au mois de juillet 2019, de retirer leurs troupes du Yémen et d'ouvrir un canal de négociations avec l'Iran. En revanche, les Émiratis se refusent à toute normalisation avec Doha. Comme le confirme de son côté la source qatarie : « *Nous ne discutons pas avec eux en ce moment. Mais malgré leur rôle dans l'embargo, nous avons continué à leur fournir le gaz qui alimente 40 % de leur production d'électricité.* » Sur les raisons de cette animosité émiratie, le Qatar ne se prononce pas, mais les politiques opposées menées par les deux États, au lendemain des « printemps arabes » parlent pour eux. Sans oublier le contentieux historique qui a souvent confronté les volontés d'émancipation du Qatar à celles de mainmise de son voisin, et ce depuis la période des indépendances, lorsque le premier était censé faire partie (avec le Bahreïn) des neuf Émirats arabes unis, qui n'en compteront finalement que sept. Cette crise n'est certes pas la première du genre dans la région, comme il a été rappelé plus haut. Mais elle a la particularité de s'être tenue sous le mandat du président américain Donald Trump, dont la première réaction de soutien sans faille à l'Arabie saoudite et aux Émirats contre le Qatar (revue par la suite) a eu son effet sur les pays de la région. Ceux-ci savent désormais que l'appui étatsunien n'est plus une garantie absolue. De fait, le Golfe s'internationalise malgré lui, et de nouvelles alliances régionales voient le jour, dont la plus marquante est sans nul doute celle tissée entre le Qatar et la Turquie. Des alliances qui ne relèvent plus tant d'une vision idéologique que d'intérêts politiques et économiques nationaux, rendant possible, dans le cas de Doha, le grand écart diplomatique.

## □ □ THEME 9 - 2 : « Le christianisme au Nigéria redevient une religion de martyrs »

Source, journal ou site Internet : Slate

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur : Christophe Carron**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Bernard-Henri Lévy est rentré du Nigeria avec la certitude renouvelée qu'une guerre de civilisation est à gagner: celle qui, au sein de l'islam, oppose les amis de la liberté à ses ennemis.

Début décembre, le philosophe et écrivain Bernard-Henri Lévy a publié dans Paris Match un long reportage en terre nigériane, où il a constaté le massacre des chrétiens du sud par les Fulanis, ethnies du nord. Par son récit, il a souhaité attirer l'attention de l'opinion sur les prémices d'un nettoyage ethnique, couvert depuis quelques mois par quelques médias français dans l'indifférence générale.

**Comment avez-vous découvert l'existence de ce conflit quasiment ignoré à Paris?**

Bernard-Henri-Lévy: Par une ONG nigériane. Je suis souvent approché par des organisations humanitaires qui m'alertent sur une situation ou une autre. Ce sont des gens qui, souvent, ont tout essayé, tiré toutes les sonnettes, crié dans tous les déserts et qui, à bout, ne sachant plus vers qui se tourner, finissent par venir vers des gens comme Kouchner, ou comme le docteur Jacques Bérès, ou comme, autrefois, André Glucksmann ou, donc, comme moi. Souvent, hélas, je ne donne pas suite. Je n'ai –c'est terrible à dire, mais c'est comme ça–, ni le temps ni la disponibilité d'esprit pour donner suite. Mais là... je ne sais pas... Il s'est passé quelque chose. La qualité des gens qui sont venus me trouver; le sentiment d'une détresse poignante et absolue; des documents, des images, qui m'ont tout de suite paru dignes de foi. Et puis le fait que je suis aussitôt allé à la pêche aux informations –et qu'à part quelques articles dans La Croix et un autre dans The Spectator il y a quatre ans, par Douglas Murray, à part des appels au secours d'associations d'aide aux chrétiens, je n'ai quasiment rien trouvé. Voilà. Des gens bouleversants. Des récits terribles. Et le sentiment que le monde, les gouvernements, les organisations internationales, sont sourds. C'est le cocktail qui, depuis des décennies, a toujours eu pour vertu de me mettre en mouvement.

**Lors de votre voyage, vous racontez l'histoire de plusieurs chrétiens attaqués, tués et mutilés par des milices composées de bergers musulmans du nord, les Fulanis. Qui sont-ils, ces Fulanis?**

Ce sont des bergers peuls. Lesquels Peuls forment un peuple de 30 à 40 millions de personnes, réparties sur une dizaine de pays, et majoritairement musulmanes. Le problème c'est qu'on assiste, chez les Peuls du Nigeria, à une radicalisation ethnique, religieuse et politique. Pas tous les Peuls, naturellement. Et il faut, bien sûr, prendre garde à ne pas essentialiser un peuple qui comprend aussi des chrétiens, et des sédentaires et, surtout, des musulmans qui vivent leur foi dans la paix et l'amour du prochain. Mais le mouvement de radicalisation existe. Il accélère. Il est en train de devenir fou. Et cette radicalisation signifie qu'on passe du nomadisme au vol des terres sur lesquelles sont installés, depuis des siècles, les paysans majoritairement chrétiens; de l'islam traditionnel à l'islamisme radical et à son cortège de fusillades, de prêtres assassinés en pleine messe, de violences en tout genre; et de la rapine chroniquée par les spécialistes de l'Afrique à des attaques systématiques contre les villages chrétiens du nord puis, de proche en proche, de la zone centrale du pays. C'est ce que s'époumonent à crier, depuis des années, les évêques nigériens. C'est ce que nous disent les rares associations catholiques et protestantes qui tentent de relayer leurs voix et de leur porter secours. Mais c'est, aussi, ce que j'ai vu. C'est le sens des témoignages que j'ai recueillis. Et c'est le récit de cette dévastation, de ces pillages, de ces massacres, que j'ai fait dans ce reportage de Paris Match.

**Que sait-on des racines de ce mal qui s'abat sur le Nigeria depuis plus de dix ans maintenant?**

Comme toujours, c'est un mélange de choses. Bien sûr, la misère. Bien sûr, le dérèglement climatique et la sécheresse qui les incitent à descendre vers le sud en quête de pâturages pour

leurs troupeaux. Et probablement aussi des rivalités ethniques ancestrales. Mais, si on s'en tient à ça, on commet la même erreur que quand, en France, on réduit le terrorisme à un vague malaise des banlieues. Ou quand on dilue le djihadisme dans le sociologisme et la culture de l'excuse. Ou quand on répète, comme des perroquets, que le terrorisme djihadiste n'a «rien à voir avec l'islam». Dans le cas des Fulanis, il y a aussi, hélas, une dimension religieuse. Il y a, plus exactement, cette réalité théologico-politique qui s'appelle l'islamisme radical, qui surdétermine tout le reste et qui fonctionne comme un accélérateur du crime. Les africanistes ne veulent pas toujours le voir. Mais c'est pourtant la réalité. Le djihadisme, vaincu au Proche-Orient, contenu en Asie, combattu en Europe, est en train d'ouvrir un nouveau front et, bien souvent, de l'enfoncer. Ce nouveau front, c'est l'Afrique. Et, en Afrique, le Nigeria. Il faut arrêter avec le déni. Il faut en finir avec cette étrange idée qu'un islamiste, en Afrique, ne sera jamais vraiment un islamiste – et qu'un chrétien y sera toujours un demi-chrétien.

**Vous écrivez dans Paris-Match que «les Fulanis, c'est la sauvagerie de Boko Haram étendue à tous les mécréants, chrétiens et musulmans du Nigeria et, au-delà, du Tchad, du Niger et du Cameroun». Les cibles ne sont donc pas seulement chrétiennes?**

Non, bien sûr. Mais tout l'enjeu est de penser, précisément, les deux choses à la fois. On commence enfin à comprendre – je me tue à le dire depuis vingt-cinq ans – que l'islamisme radical produit une déchirure, voire une guerre à l'intérieur de l'islam. On commence à comprendre, donc, qu'il implique une lutte à mort, dans l'islam, entre islam et islam, entre l'islam ouvert et l'islam assassin, entre l'islam ami des femmes, des droits de l'homme ou des minorités et l'islam fanatique, fondamentaliste, partisan de la charia et du djihad. C'est bien. Mais, maintenant, il est temps d'entendre une deuxième chose. À savoir que cet islamisme de la charia et du djihad a, aussi, déclaré une guerre totale aux minorités juives et chrétiennes – ou même, dans le cas du Nigeria, à ces communautés chrétiennes qui ne forment pas une minorité puisqu'elles sont la moitié du pays! Je sais que c'est difficile. Et qu'il faut, pour penser cela, se débarrasser du préjugé qui veut que le christianisme soit une religion de croisés, de vainqueurs, de colonisateurs, etc. Mais c'est pourtant la réalité. Le christianisme, au Nigeria comme au Pakistan, en Indonésie, ailleurs, redevient une religion de martyrs. Il y a toute une partie du monde où les chrétiens sont, à nouveau, jetés aux lions et poursuivis d'une haine dont le seul motif est qu'ils ont embrassé la foi chrétienne.

**Vous racontez l'histoire de Jumai Vitcor, une jeune femme évangélique qui a échappé à la mort parce qu'elle était enceinte. Ses enfants ont été tués sous ses yeux. Comment expliquer ces manifestations de haine, cette violence?**

Ici encore, vous avez deux types d'explication. Vous avez les gens qui nous disent qu'il y a là une sauvagerie native, propre à l'Afrique et sur laquelle il faut se garder de plaquer nos schémas d'analyse politique habituels. Et vous avez, en face, les gens qui, comme moi, sont attentifs à ce qui dans cette violence s'inscrit dans le grand contexte des batailles idéologiques de notre époque et, en particulier, de la bataille engagée par l'islamisme radical (l'histoire de Jumai Victor ne fait-elle pas écho à d'autres histoires du même type que j'avais rapportées, au début des années 1990, dans le cadre de mes reportages en Algérie?). Qui s'inscrit aussi dans l'histoire longue de l'interminable bataille, en Afrique comme dans le reste du monde, entre les amis de la liberté et ses ennemis (en gros, ceux que le XX<sup>e</sup> siècle a appelé les totalitaires ou les fascistes – que ces totalitaires soient bruns, rouges ou, en islam, verts ne change, d'un certain point de vue, rien à l'affaire). Vous me direz que cette discussion théorique fait une belle jambe aux survivants des massacres de Kafanchan et de Godogodo [deux villes nigériennes où s'est rendu Bernard-Henri Lévy pour son reportage, ndlr]. Oui et non. Car en indigénisant ces violences, en les ethnicisant, en les réduisant à d'obscures et immémoriales guerres entre tribus on commet deux mauvaises actions. On fait tinter, d'abord, une sale note, une très, très mauvaise musique dont je n'ai pas besoin de vous dire à quel vieux fond raciste elle fait écho. Et puis – au moins aussi grave – on les naturalise, on les éternise et on s'ôte, en fin de compte, tout moyen d'y

intervenir et de porter secours à ceux qui en sont les cibles. Bref. Je vous disais qu'il faut s'habituer à l'idée que les chrétiens puissent être, eux aussi, des victimes. Eh bien je vous dis maintenant qu'il faut se faire à l'idée qu'il y a un fascisme africain. Et que, face à ce fascisme africain, il y a, en Afrique comme ailleurs, une belle et noble bataille à mener en faveur de la démocratie.

**Lors de votre enquête, en discutant avec un homme, vous avez appris qu'il était membre d'un réseau «d'entraide religieuse» financé par le Qatar et chargé d'ouvrir des madrasas pour les filles de Fulanis. Cela veut-il dire que des puissances étrangères tentent d'étendre leur influence sur le pays? Dans quel but?**

Oui, naturellement. Et il est de la plus haute importance de le rappeler. Car pourquoi, là encore, faire aux assassins le cadeau de les décontextualiser? Pourquoi les placer hors-sol et faire comme si cette guerre oubliée du Nigeria n'avait, sous prétexte qu'elle se déroule en Afrique, tout à coup plus aucune portée géopolitique? La réalité c'est que les États-Unis, comme partout, se retirent. L'Europe, rongée par une culpabilité à retardement, s'efface doucement elle aussi. Et vous avez des nouveaux acteurs qui n'ont pas les mêmes pudeurs et qui prennent tout naturellement la place. C'est la Chine, bien sûr. Mais c'est aussi la Turquie. Ce sont les Frères Musulmans via le Qatar. C'est la Russie de Poutine qui voit l'intérêt stratégique qu'il peut y avoir à prendre pied dans les pays d'Afrique les plus riches. Bref, on assiste au déploiement d'un nouvel impérialisme, aussi féroce que celui d'autrefois et qui poursuit, peu ou prou, les mêmes buts. Libres à certains de l'ignorer. Tant pis pour eux et, surtout, pour les Nigériens s'ils veulent s'enfermer dans une vision du monde qui fut celle des luttes anti colonialistes d'il y a cinquante ans. J'essaie, moi, d'être un anti colonialiste conséquent. Je me refuse à avoir, pour les impérialismes d'aujourd'hui, des indulgences que je n'avais pas envers ceux d'autrefois. Et c'est pourquoi j'alerte sur l'existence de réseaux salafistes, ou Frères Musulmans, qui voudraient enfermer les Nigériens dans un carcan de servitudes et de terreurs qui n'a rien à envier celui des écoles où l'on apprenait aux petits Africains à réciter «*nos ancêtres les Gaulois*» –sans même parler des colonnes infernales de Bugeaud et de ses successeurs...

**Vous décrivez les prémices d'un nettoyage ethnique et des pulsions génocidaires. Est-il encore possible d'éviter que le Nigeria connaisse la même situation que le Darfour ou le Rwanda?**

J'espère bien. Je l'espère de tout mon cœur et le veux de toutes mes forces. Et je n'aurais pas fait ce reportage si je ne pensais pas, là aussi, les deux choses à la fois. Un, la pulsion génocidaire est là. Deux, elle peut encore, si femmes et hommes de bonne volonté s'y emploient, être enrayée. Vous savez, l'un des grands regrets de ma vie est de ne pas avoir compris tout de suite, en 1994, ce qui se passait au Rwanda. Je l'ai compris assez vite. J'ai même dû être, dans *La Pureté dangereuse*, écrit à l'été 1994 et dont un chapitre s'intitulait «Nuit et brouillard au Rwanda», l'un des premiers à essayer de penser la chose. Mais enfin je n'ai pas plus anticipé que d'autres l'abomination de ce qui se tramait. Et je me rends compte que, prisonnier, comme tout le monde, de cette réduction des violences africaines à des haines ethniques endémiques et inscrites, au fond, dans l'ordre des choses, je n'ai pas vu venir, moi non plus, ce quatrième génocide du XX<sup>e</sup> siècle. Eh bien je me suis juré, à l'époque, qu'on ne m'y reprendrait plus. C'est pourquoi je suis allé au Burundi, en 2000, pour Le Monde. Puis, pour Le Monde encore, au Sud Soudan et dans les Monts Nubas. Puis, pour Le Monde toujours, en 2007, au Darfour. Et c'est pourquoi je suis reconnaissant aujourd'hui à Paris Match de m'avoir fait confiance et d'avoir publié ce reportage au Nigeria. Je veux bien crier au loup trop tôt. Je veux bien –je souhaite, en fait, de toute mon âme– que l'histoire me donne tort. Mais la seule chose que je ne veux plus, c'est qu'un carnage gronde, qu'un génocide se prépare et que je puisse regretter un jour d'avoir, moi aussi, fermé les yeux.

**Votre appel a-t-il été entendu par le gouvernement français? Quand vous aurez son oreille, que lui demanderez-vous?**

Le gouvernement français, je ne sais pas. Mais l'opinion, oui, peut-être. À l'heure où nous parlons, mon SOS a été repris, de l'Italie à la République tchèque, et du Portugal à la Norvège, par une bonne douzaine de grands journaux européens. Il va l'être dans un grand journal américain. Et il y a des pays à majorité musulmane où il est à la une de grands portails et médias nationaux: je pense à Klix en Bosnie-Herzégovine; à Rudaw au Kurdistan; au Dakka Tribune du Bangladesh, j'en oublie; preuve qu'il y a dans ces pays des gens plus réveillés que les islamogauchistes parisiens. Ils ont compris, eux, qu'il n'y a qu'une guerre de civilisation qui vaille: celle qui, au sein de l'islam, oppose, je le répète, les amis de la liberté à ses ennemis.

## **10/ GEOPOLITIQUE DE L'INFORMATION :**

### **□ □ THEME 10 - 1 : Francfort ferme son réseau informatique suite à une infection par le malware Emotet**

**Source, journal ou site Internet : ZDnet.com**

**Date : 20 décembre 2019**

**Auteur : Catalin Cimpanu**

**Adressé par Elie Billaudaz**

Francfort, l'un des plus grands centres financiers au monde et siège de la Banque centrale européenne, a fermé cette semaine son réseau informatique suite à une infection par le malware Emotet. Francfort est la quatrième entité allemande à avoir fermé son réseau informatique au cours des deux dernières semaines en raison d'Emotet. Les trois autres sont (1) l'Université Justus Liebig (JLU) de Gießen, une ville au nord de Francfort; (2) Bad Homburg, une autre ville au nord de Francfort; et (3) l'Université catholique de Fribourg, une ville du sud-ouest de l'Allemagne, près de la frontière française. Emotet est une le nom d'un malware qui infecte les systèmes, puis gagne de l'argent en louant l'accès à des hôtes infectés à d'autres groupes de logiciels malveillants - y compris les opérateurs de ransomware. Toutes les organisations ci-dessus ont fermé leur réseau pour supprimer Emotet le plus rapidement possible et empêcher toute future attaque de ransomware. L'arrêt d'un réseau informatique entraîne des pertes financières pour les organisations publiques et privées, et aucun administrateur système ne souhaite prendre cette mesure. Cependant, les experts en sécurité du BSI, l'agence allemande de cybersécurité, ont joué un rôle crucial dans les récentes attaques contre des entités allemandes en signalant le risque provenant d'une infection Emotet et en conseillant aux victimes de prendre les mesures qui s'imposaient afin d'éviter une catastrophe informatique plus grave. Malheureusement, l'infection à l'Université Justus Liebig, étant l'une des premières (datée du 8 décembre), n'a pas pu être détectée à temps. Selon le journal allemand Hessenschau, citant le bureau du procureur général de Francfort, le malware Emotet a été utilisé pour déployer le rançongiciel Ryuk sur le réseau de l'université. L'université est actuellement aux prises avec les conséquences, qui consistent notamment à demander à 38 000 étudiants et membres du personnel de faire la queue pour obtenir un nouveau mot de passe pour leurs comptes de messagerie universitaire. La victime suivante d'Emotet a été l'Université catholique de Fribourg, qui a signalé l'infection mardi cette semaine, le 17 décembre. Les villes de Francfort et de Bad Homburg ont signalé des infections par Emotet le lendemain, le 18 décembre. Les deux villes ont immédiatement fermé leurs réseaux informatiques. Francfort a été la plus touchée. Tous les services informatiques fournis par la ville sont actuellement inaccessibles, du site Web de la ville aux services de billetterie des transports publics. Le journal allemand Frankfurter Rundschau a annoncé aujourd'hui que l'infection par Emotet avait eu lieu après qu'un employé de la ville eut ouvert une pièce jointe malveillante.



## **Emotet se concentre sur l'Allemagne**

---

Les infections à travers l'Allemagne ne sont pas une surprise. Ces dernières semaines, le gang Emotet a commencé à cibler plus souvent les utilisateurs allemands. Le même jour, les villes de Francfort et de Bad Homburg ont été infectées, le BSI a envoyé une alerte de sécurité avertissant les organisations allemandes d'une campagne de spam par courrier électronique Emotet qui imitait les agences gouvernementales allemandes - et très probablement la méthode par laquelle les deux villes étaient infectées. Joseph Roosen, membre de Cryptolaemus, un groupe de chercheurs en sécurité qui suit les campagnes Emotet, a déclaré à ZDNet que les opérateurs Emotet traduisaient leurs emails de spam en allemand et ciblaient les utilisateurs du pays. Par exemple, une campagne en cours aujourd'hui utilisant une ligne d'objet et un texte centré sur l'activiste environnementale Greta Thunberg a également une version traduite en allemand, nous a dit Roosen. À ce stade, il est très clair que le gang Emotet fait tout son possible pour infecter des cibles allemandes, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant à cette échelle. Bien que nous ayons vu des villes fermer des réseaux dans le passé, cela s'est généralement produit en raison d'attaques de ransomwares. Ce que les villes allemandes font maintenant est une première. Aucune ville n'a réagi ainsi dans le cas d'une infection à Emotet. Cependant, ils devaient le faire, et le BSI a eu raison de recommander aux victimes de fermer et de gérer l'infection Emotet avant qu'elle ne se transforme en quelque chose de pire, comme un ransomware.

## **□ □THEME 10 - 2 : Batterie : la nouvelle conception d'IBM utilise l'eau de mer**

**Source, journal ou site Internet : Silicon**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur : Tom Jowitt**

Les chercheurs d'IBM ont dévoilé une nouvelle conception de batterie sans métaux lourds. Ce qui pourrait être un grand pas en avant pour répondre aux préoccupations environnementales par rapport aux conceptions actuelles. La découverte a été faite par IBM Research, où ses chercheurs travaillaient sur l'innovation en science des matériaux. Cette nouvelle conception éliminerait le besoin de métaux lourds dans la production de batteries, y compris le besoin de cobalt en métaux précieux. Cette semaine, Apple, Tesla, Alphabet, Dell et Microsoft ont été poursuivis en justice aux États-Unis, concernant l'extraction de cobalt en Afrique.

Nouveau design

---

De nouvelles conceptions de batteries sont désespérément nécessaires à mesure que les ventes de voitures électriques et de réseaux énergétiques intelligents augmentent. Mais actuellement, les batteries sont pour la plupart très toxiques et entraînent des coûts environnementaux élevés. IBM Research a utilisé trois matériaux propriétaires nouveaux et différents, qui n'avaient jamais été enregistrés auparavant comme étant combinés dans une batterie.. «Les matériaux de cette batterie peuvent être extraits de l'eau de mer, jetant ainsi les bases de techniques d'approvisionnement moins invasives que les méthodes actuelles d'extraction de matériaux», a déclaré IBM. Les chercheurs d'IBM ont travaillé avec des fabricants d'automobiles, d'électrolytes et de batteries, notamment Mercedes-Benz Research and Development, Central Glass (fournisseur d'électrolytes pour batteries) et Sidus (fabricant de batteries) pour la conception commerciale de la batterie. « Tout aussi prometteur que la composition de cette nouvelle batterie est son potentiel de performances », a déclaré Big Blue. «Lors des tests

initiaux, il a été prouvé qu'il pouvait être optimisé pour dépasser les capacités des batteries lithium-ion dans un certain nombre de catégories individuelles, notamment des coûts plus bas, un temps de charge plus rapide, une puissance et une densité d'énergie plus élevées, une efficacité énergétique élevée et une faible inflammabilité.» En effet, IBM a déclaré que sa nouvelle conception de batterie pourrait surpasser le lithium-ion dans plusieurs technologies durables. Il a déclaré que sa nouvelle conception utilise un matériau de cathode sans cobalt et sans nickel, ainsi qu'un électrolyte liquide sûr avec un point d'éclair élevé. «Cette combinaison unique de la cathode et de l'électrolyte a démontré sa capacité à supprimer les dendrites de lithium métal pendant la charge, réduisant ainsi l'inflammabilité, ce qui est largement considéré comme un inconvénient important pour l'utilisation du lithium métal comme matériau d'anode», a déclaré IBM. IBM a déclaré que sa découverte recèle un potentiel important pour les batteries de véhicules électriques, où des problèmes tels que l'inflammabilité, le coût et le temps de charge entrent en jeu. «Les tests actuels montrent que moins de cinq minutes sont nécessaires pour que la batterie – configurée pour une puissance élevée – atteigne un état de charge de 80%», a déclaré IBM. « Combiné au coût relativement faible de l'approvisionnement en matériaux, l'objectif d'un véhicule électrique à faible coût et à charge rapide pourrait devenir une réalité. »

### □ □ THEME 10 - 3 : Huawei : les opérateurs français demandent aux autorités davantage de clarté

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 19 décembre 2019

Auteur : Pierre Benhamou

Adressé par Elie Billaudaz

Le flou qui entoure la situation de Huawei en France inquiète les opérateurs. Alors que ces derniers se lanceront dans le déploiement de leurs réseaux 5G dans les prochains mois, ils n'ont pas manqué de le faire savoir aux membres du gouvernement présents lors de la cérémonie des vœux de la Fédération française des télécoms, qui regroupe les opérateurs français. Par la voix d'Arthur Dreyfuss, président de cette organisation - et par ailleurs secrétaire général d'Altice France - ils n'ont ainsi pas manqué de faire pression sur les autorités pour que celles-ci clarifient leur position vis-à-vis de Huawei, une semaine après l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité des réseaux mobiles, également baptisée "loi anti-Huawei". « La sécurité nationale et la souveraineté numérique, faut-il le rappeler, ne commencent pas sur le bout de nos antennes radio et ne s'arrêtent pas à la frontière monégasque, suisse ou italienne. Il est urgent pour les opérateurs de sortir rapidement de cette situation de flou, d'incertitudes, de non-dits, de rumeurs sur le choix de nos équipementiers », a ainsi fait savoir Arthur Dreyfuss ce mardi, devant un parterre composé notamment des ministres Agnès Pannier-Runacher et Julien Denormandie ou encore du président de l'Arcep Sébastien Soriano.

Clarification exigée avant le lancement de l'appel d'offres

---

Et d'en appeler à ces derniers pour qu'ils sortent du bois avant le lancement de l'appel d'offres pour l'octroi de fréquences 5G, qui se tiendra au printemps sous l'égide du gendarme des télécoms. « Pour pouvoir enchérir sur des blocs de fréquences, nous avons impérativement besoin de savoir, au préalable, ce que seront les coûts de déploiements. Les coûts, ce sont essentiellement deux paramètres : les obligations de déploiements ET les conditions financières dans lesquelles nous nous approvisionnons en équipements pour répondre à nos obligations », a indiqué Arthur Dreyfuss, regrettant que ces conditions soient « aujourd'hui inconnues ». « Les

choix que le Gouvernement fera sur les conditions d'exploitation des équipements 5G pourraient impacter puissamment les coûts de déploiement, mais également remettre à plat les réseaux 3G et 4G. Nous vous demandons donc, solennellement, de surseoir au lancement de l'appel à candidatures pour les fréquences 5G tant que cette situation au sujet des équipementiers, situation impossible, ne sera pas clarifiée », a expliqué celui-ci. Rappelons que le Parlement a adopté en juillet dernier une loi destinée à sécuriser les réseaux 5G. Celle-ci prévoit un « régime d'autorisation préalable, fondé sur des motifs de défense et sécurité nationale, des équipements de réseaux » pour tous les appareils installés depuis le 1<sup>er</sup> février 2019 en France. Elle soumet de fait la présence de tel ou tel équipement ou de tel ou tel logiciel sur les réseaux mobiles de nouvelle génération à une autorisation préalable délivrée par Matignon dans un délai de deux mois sur la base d'une recommandation de l'ANSSI.

Le cas Huawei pose aussi question chez nos voisins

---

La situation de Huawei ne fait pas l'objet d'un flou juridique qu'en France. En Espagne, l'opérateur historique espagnol Telefonica, a ainsi choisi de privilégier Huawei pour équiper le cœur de son futur réseau 5G, que ce soit en Espagne ou sur son second marché, le Brésil. Une option également privilégiée par Orange, dont la branche espagnole collabore avec Huawei, ZTE et Ericsson pour le déploiement de son réseau 5G de l'autre côté des Pyrénées. L'opérateur espagnol, partenaire traditionnel de l'administration espagnole, a toutefois annoncé qu'il déléguerait à un autre fournisseur, qui pourrait être Nokia ou Ericsson, l'édification d'une partie de son cœur de réseau à compter de 2020. La décision de Telefonica n'est pas sans rappeler celles d'autres opérateurs européens qui ont opté pour plusieurs équipementiers au lieu d'un seul et unique, à l'image de Vodafone outre-Manche. L'opérateur britannique a ainsi débuté en juillet dernier le déploiement de son réseau 5G en ayant recours aux technologies du constructeur chinois sur ses équipements de réseau, en-dehors de son cœur de réseau. En Allemagne, Deutsche Telekom avait également donné ses préférences à cette stratégie, avant de suspendre le choix de ses fournisseurs en attendant la résolution du "cas Huawei" par les autorités allemandes. Dernier exemple en date en Norvège, où le principal opérateur du pays, Telenor, a également conclu un partenariat avec la société suédoise Ericsson pour le déploiement de son futur réseau 5G, en abandonnant en rase campagne le constructeur chinois Huawei, avec qui il collaborait pourtant depuis une décennie sur ses réseaux 4G-LTE.

## □ □ THEME 10 - 4 Une faille de WhatsApp pouvait supprimer des groupes de discussion

**Source, journal ou site Internet : ZDnet**

**Date : 18 décembre 2019**

**Auteur : La rédaction**

**Adressé par Elie Billaudaz**

WhatsApp a corrigé une faille de sécurité qui aurait pu permettre à des cyberattaquants de faire planter à plusieurs reprises l'application de messagerie pour tous les membres d'un groupe de discussion. Le problème ne pouvait être corrigé qu'en forçant la désinstallation complète de l'application puis en la réinstallant. Mais, même une fois l'application restaurée, les utilisateurs ne peuvent plus revenir au groupe, ce qui entraîne la perte de tous les messages et contenus échangés dans la discussion. La vulnérabilité de l'application de messagerie utilisée par plus de 1,5 milliard de personnes a été découverte par les chercheurs en cybersécurité de Check Point qui ont travaillé avec WhatsApp, propriété de Facebook, pour s'assurer qu'elle ne puisse pas être exploitée par des pirates.

## Compétences de piratage nécessaires

---

La précédente étude de Check Point avait déjà permis aux analystes sécurité d'acquérir des renseignements sur la manière dont les messages WhatsApp pouvaient être détournés ou manipulés. Pour pouvoir lancer le crash de l'application sur un appareil, l'attaquant doit d'abord accéder au groupe WhatsApp qu'il cible. L'application permettant jusqu'à 256 utilisateurs par groupe, ce n'est pas forcément le plus difficile. Le hacker potentiel aura quand même besoin de compétences de piratage pour pouvoir lancer l'attaque, notamment la possibilité de naviguer sur WhatsApp Web et d'ouvrir les DevTools de Chrome, mais aussi avoir accès aux paramètres secrets utilisés par l'application pour le fonctionnement des discussions de groupe.

## Modifier le numéro de téléphone d'identification des membres du groupe

---

Malgré tout, c'est possible en utilisant des outils de test d'intrusion tout à fait légitimes. C'est comme ça que les chercheurs ont pu accéder au trafic de WhatsApp et déchiffrer les paramètres secrets pour les transformer en texte brut, permettant à l'attaquant de déchiffrer et de modifier les messages, comme ce fut le cas lors des recherches antérieures de Check Point dans ce domaine. Cette fois-ci, les chercheurs ont constaté qu'ils pouvaient utiliser cette technique pour modifier le numéro de téléphone d'identification des membres du groupe, en remplaçant les numéros par des caractères non numériques. En envoyant un message avec ce numéro modifié, il crasherait alors l'application pour chaque membre du groupe. Quand le bug est présent, l'application continuera à planter indéfiniment dès l'ouverture de WhatsApp. Le groupe doit alors être supprimé et WhatsApp réinstallé pour que ça fonctionne de nouveau. Pendant que l'application est remise en état de fonctionnement, le groupe et tout son contenu sont perdus à jamais.

## Utilisation à des fins de sabotage

---

Mais même si tous les membres du groupe réinstallent l'application, les informations échangées précédemment ont disparu. Cette attaque pourrait donc être utilisée à des fins de sabotage - surtout que WhatsApp est utilisé par des milliards de personnes dans le monde. « Il peut s'agir d'un outil de vandalisme pur et simple, ou bien il peut cibler spécifiquement un groupe, comme par exemple des conseillers politiques ou des dirigeants d'entreprise, pour perturber leurs communications. Une fois que le groupe de discussion a été attaqué à l'aide de cette faille, toutes ses données sont définitivement perdues », a déclaré à ZDNet Oded Vanunu, responsable de la recherche sur la vulnérabilité des produits chez Check Point. Les chercheurs ont communiqué leurs résultats au "WhatsApp bug bounty program" en août et le déploiement de la version 2.19.58 en septembre a corrigé cette vulnérabilité. Il est recommandé aux utilisateurs qui n'ont pas mis à jour WhatsApp depuis septembre de télécharger la dernière version afin d'éviter d'être victime de cette attaque.

## Le conseil : mettre à jour

---

« WhatsApp apprécie grandement le travail de la communauté technologique qui nous aide à assurer la sécurité de nos utilisateurs dans le monde entier », déclare Ehren Kret, ingénieur logiciel chez WhatsApp. « Grâce aux remarques pertinentes de Check Point à notre programme de recherche de bugs, nous avons rapidement résolu ce problème sur WhatsApp à la mi-septembre. » « Nous en avons profité pour ajouter aussi récemment de nouveaux contrôles, afin d'éviter que des membres indésirables soient ajoutés à des groupes de discussion. Le but est d'éviter toute communication avec des parties qui ne sont pas dignes de confiance », a-t-il ajouté.

## □ □ THEME 10 - 5 : [Epilepsie : spectaculaire attaque sur un compte Twitter](#)

Source, journal ou site Internet : ZDnet

Date : 18 décembre 2019

Auteur : La rédaction

Adressé par Elie Billaudaz

La Fondation de l'épilepsie a déposé lundi une plainte contre un groupe non identifiés pour une attaque coordonnée sur son fil Twitter. La fondation indique que des utilisateurs ont affiché des lumières clignotantes ou stroboscopiques en réponse à ses tweets, en utilisant des hashtags populaires liés à l'épilepsie, dans l'espoir de provoquer des crises pour les personnes qui souffrent d'épilepsie photosensible et qui regardaient ces messages. Les attaques ont eu lieu le mois dernier pendant la campagne nationale de sensibilisation à l'épilepsie « alors que le plus grand nombre de personnes épileptiques et souffrant de crises d'épilepsie étaient susceptibles de suivre nos publications », selon la fondation. Plus de 30 comptes Twitter différents y ont participé. « Cette attaque est similaire à celle d'une personne qui transporte une lampe stroboscopique dans un congrès de personnes atteintes d'épilepsie. L'intention des auteurs est de provoquer des crises et ainsi de causer ainsi un préjudice important aux participants », a déclaré Allison Nichol, directrice de la représentation juridique de Epilepsy Foundation.

Un mois d'attaque

---

« Le fait que ces attaques aient eu lieu pendant le mois de la campagne nationale de sensibilisation à l'épilepsie ne fait que souligner leur caractère répréhensible », ajoute Allison Nichol. « La Fondation coopère pleinement avec les forces de l'ordre et a l'intention d'utiliser tous les moyens disponibles pour s'assurer que les responsables soient tenus pour pleinement responsables. »

La fondation a déclaré que l'attaque dont elle a été victime est similaires à celle dont a été victime le journaliste et auteur Kurt Eichenwald. En 2016, un utilisateur de Twitter a envoyé à Kurt Eichenwald un tweet avec une lumière stroboscopique animée et le message « vos publications méritent bien une crise d'épilepsie » après que le journaliste ait fait quelques remarques sur le président Donald Trump dans l'émission Fox News de Tucker Carlson. Ce tweet lui a effectivement provoqué une crise et Kurt Eichenwald a été cloué au lit pendant des jours. Le journaliste a porté plainte dans les jours qui ont suivi l'agression. L'utilisateur de Twitter a finalement été identifié comme étant John Rayne Rivello, du Maryland, et il a été inculpé pour agression criminelle. D'après un rapport récent, l'homme devrait plaider coupable.

Lutte pour la désactivation de la lecture automatique des vidéos et des GIF

---

La Fondation de l'épilepsie et d'autres se battent depuis longtemps pour que les réseaux sociaux comme Twitter ou Facebook désactivent la lecture automatique des vidéos et des GIF. La fondation donne par ailleurs les instructions pour désactiver cette lecture automatique des médias sur les réseaux sociaux et dans les navigateurs web.

## 11/ JOUR Par JOUR ... le 20 décembre 2019

□ □ THEME 11 - 1 : [Evénements dont c'est aujourd'hui l'anniversaire](#)

## Source, journal ou site Internet : Une autre année

Date : 20 décembre 2019

Auteur :

Adressé par André Dulou

Dans le monde un 20 décembre

- Journée internationale de la solidarité humaine le **20 décembre**.
- Commémoration de l'abolition de l'esclavage "Fêt Kaf" à la Réunion chaque année le vingt décembre, également appelée *fête réunionnaise de la liberté* ou encore *fête cafre*.
- Journée de l'établissement de la Région administrative spéciale à Macao.
- Bonne fête aux Isaac, Jacob, Ursan, Zéphyrin et leurs variantes.
- Bonne fête également aux Philogone.
- Au vingt de Noël, les jours rallongent d'un pas d'hirondelle.
- 

20 décembre 1812

La première édition des Contes de l'enfance et du foyer des frères Grimm est publiée. Ce recueil de contes populaires seront ensuite révisés en fonction des goûts de leur lectorat, en faisant un trésor intemporel.

20 décembre 1848

On abolit l'esclavage à La Réunion, ce qui fait de la date du 20 décembre une fête sur l'île.

20 décembre 1924

Suite à l'affaire du putsch de la brasserie le 8 novembre 1923, où il avait tenté de prendre le pouvoir, Adolf Hitler sort de prison. Il mettra cette période à profit pour rédiger son manifeste *Mein Kampf*.

20 décembre 1951

Au laboratoire national de l'Idaho aux USA, on met en service l'Experimental Breeder Reactor (EBR-I), la première centrale nucléaire au monde. Le jour même, il produit l'électricité nécessaire pour alimenter quatre ampoules de 200 watts chacune.

20 décembre 1971

Fondation de Médecins sans frontières, afin d'apporter une assistance médicale d'urgence dans des cas comme les conflits, catastrophes naturelles et autres épidémies.

20 décembre 1989

Les Etats-Unis d'Amérique envahissent le Panama, impliquant plus de 57 000 soldats américains. L'Opération Juste Cause durera jusqu'au 31 janvier suivant, par la déposition du dictateur panaméen Noriega.

20 décembre 2011

Annonce de la découverte de deux exoplanètes de taille similaire à celle de la Terre : Kepler-20e et Kepler-20-f.

20 décembre 2013

Mikhaïl Khodorkovski, ancien oligarque russe, est libéré de prison au bout de dix ans, suite à la grâce présidentielle de Vladimir Poutine.

20 décembre 2015

En Slovaquie, un référendum révocatoire à propos du mariage entre personnes du même sexe invalide une loi du 3 mars 2015 autorisant ce dernier. Plus de 60% des votants se sont exprimés contre.

## 12/ REVUE de PRESSE INTERNATIONALE en langue étrangère

### □ □THEME 12 - 1 : Turkey warns of 'escalation' if US Cyprus arms embargo

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 19 décembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Turkey has warned that US moves to lift a decades-old arms embargo on Cyprus would be a "dangerous escalation", as relations deteriorated further between the NATO allies. The US Congress voted Tuesday to end the embargo on the island, which was imposed in 1987 to avoid an arms race and encourage the conflict's resolution. Cyprus has been divided since 1974 when Turkey invaded in response to a coup engineered by the then military regime in Athens. The US decision "will have no outcome other than hampering efforts towards a settlement on the island and creating a dangerous escalation," the Turkish foreign ministry said in a statement late Tuesday. The US measure was approved as part of a large defence spending bill that passed both chambers of the US Congress, with President Donald Trump expected to sign it into law. Relations between Ankara and Washington are at one of the lowest points in recent history. There are multiple disagreements causing tensions including US support for a Syrian Kurdish militia viewed by Turkey as terrorists and Ankara's purchase of the Russian S-400 missile defence system. The US has threatened further sanctions over the S-400 deal after removing Turkey from the F-35 fighter jet programme earlier this year. The Turkish foreign ministry vowed to respond to "initiatives against Turkey", saying that "the language of threats and sanctions will never dissuade Turkey from resolutely taking steps to ensure its national security."

### □ □THEME 12 - 2 : Merkel says 'no pressure' from Beijing to accept Huawei in 5G rollout

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 19 décembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Telefonica to reduce weight of Huawei in its 5G network Madrid (AFP) Dec 18, 2019 - Spanish telecoms giant Telefonica said Wednesday it would drastically reduce the amount of equipment it will buy from Huawei to build its 5G networks, amid concerns the firm could be used for Chinese espionage. Huawei equipment will be used during the "initial stages" of the deployment of the next-generation 5G cellular network, including its key markets of Spain and Germany, Telefonica said in a statement. But during the "massive deployment" of 5G, foreseen in 2022, "Telefonica will progressively reduce Huawei's presence" in the core, or main hub, of the 5G network, it added. Purchases of Huawei core equipment will fall "until they disappear around 2024" and instead Telefonica "will have several vendors and not just one" as is currently the case. "Huawei remains a valuable supplier to Telefonica and will continue to work with the company in other important areas like radio access networks," the statement said. Huawei provided Telefonica's 4G networks in Europe.

Telecom experts consider the company as the leader in 5G equipment, in terms of both technology and price. But US intelligence chiefs claim that Huawei -- founded in 1987 by former Chinese army engineer Ren Zhengfei -- cannot be trusted and that its equipment is a threat to national security. Huawei and Beijing reject the accusations, and Huawei says it is a private company that is wholly owned by employees. US President Donald Trump has ordered American firms to cease doing business with Huawei over the espionage concerns, and has urged other countries to follow suit. Australia and Japan have already taken steps to bar or tightly restrict the firm's participation in their rollouts of 5G networks. 5G cellular networks offer faster data transfer speed and could enhance technologies such as autonomous driving, remote medical diagnosis and mobile payments. Chancellor Angela Merkel on Wednesday said she was not aware of any pressure from Beijing to include Huawei in Germany's 5G rollout, amid concerns that the Chinese telecoms giant could be used for spying. "I have not heard about any pressure from Chinese state authorities," Merkel told German lawmakers when she was asked if Beijing had sought to influence Germany's decision-making. Despite fierce objections from the United States and other allies, Germany has so far refused to ban Huawei from playing a role in developing the country's next-generation 5G mobile networks. Merkel reiterated that Germany would insist on stringent security standards without barring individual companies. "I'm against excluding a single company but I'm in favour of doing everything we can to ensure security," she said during a question-and-answer session in parliament. Critics however have accused export-reliant Germany of trying to appease China, its largest trading partner, and putting economic interests first. Huawei has strongly denied allegations that its equipment could be used to spy for Beijing. The company's chairman Liang Hua told AFP that Huawei had never been asked by the Chinese government to eavesdrop on its customers. "In the past 30 years we have never been the object of such a request. Even if one was made in the future, we would turn down such a request," he said. Telecom experts consider the company as the leader in 5G equipment, in terms of both technology and price. But US President Donald Trump has ordered American firms to cease doing business with Huawei over the espionage concerns, and has urged other countries to follow suit. Australia and Japan have already taken steps to bar or tightly restrict the firm's participation in their rollouts of 5G networks. Earlier this month, Prime Minister Boris Johnson strongly hinted that Britain would follow.

Huawei: five things to know Beijing (AFP) Dec 18, 2019 - The chairman of Chinese tech giant Huawei has insisted in an AFP interview that it would never accede to any request by Beijing to spy on its customers. The comments by Liang Hua pushed back at US allegations that the telecommunications equipment maker cannot be trusted. Liang also said that his firm was no longer reliant on sanctions-affected US components. Huawei was founded by Ren Zhengfei, a former People's Liberation Army engineer who is still its chief executive officer. The company was dragged into the spotlight a year ago when Ren's daughter and senior Huawei executive Meng Wanzhou was arrested in Canada at the request of the United States. Here are five things to know about the company:

- Ex-soldier founder –

Ren founded Huawei in 1987 with a few thousand dollars in the southern city of Shenzhen, near Hong Kong. He is now 75. In a rare interview with foreign media earlier this year, Ren said he only saw his children for one month a year while in the military. After founding Huawei he worked 16-hour days, with barely any time for his family. "Especially my youngest daughter, I was even more distant from her. So all I can say is, as a father, I feel I owe them," he said, according to a transcript of the interview. Ren's military background has fuelled concerns that Huawei might have links with Chinese authorities, which the company has consistently denied.

- Number 2 smartphone maker –

Huawei is one of the world's leading suppliers of telecoms networks, especially in 5G telephony, and has a presence in 170 countries. It is the second-largest smartphone



manufacturer in the world after Samsung Electronics, having overtaken Apple in 2018, and is ranked 61st on the Fortune Global 500. It has more than 180,000 employees and topped \$100 billion in revenues last year.

- Meng case –

Meng Wanzhou's arrest in Vancouver in December 2018 pulled Canada into a diplomatic spat between the US and China. Meng was arrested on a US warrant for allegedly lying to banks about violating Iran sanctions. She denies the charges and is out on bail awaiting an extradition hearing due to start next month. Nine days after Meng was detained, China arrested two Canadians in a step that was widely seen as tit for tat. They languish still in China's opaque penal system, accused of gathering state secrets. Described as the "princess" of Huawei, Meng was seen as a possible heir to Ren's throne.

- 5G behemoth –

Fifth-generation mobile communications are the next milestone in the digital revolution, bringing near-instantaneous connectivity and vast data capacity. They will enable the widespread adoption of futuristic technologies such as artificial intelligence and automated cars and factories -- advances China is desperate to lead. Huawei's status as a major world supplier of the backbone equipment for telecoms systems gives China an inside track for leading this field -- but it has also attracted suspicions abroad.

- Blocked in countries –

Various countries have raised security concerns about Huawei's technology, with the United States and Australia barring the firm from participating in their 5G networks and others hesitating to let it in. This year, Washington levied sanctions on Huawei and another Chinese tech firm, ZTE, and has barred US companies from doing business with them, though a temporary reprieve has been granted. Britain has yet to decide on Huawei's 5G participation, but Prime Minister Boris Johnson hinted this month that the government could side with the US and its other foreign intelligence partners against the Chinese. Norway's telecom operator Telenor has become the latest company to drop Huawei after the NATO member's intelligence services warned that Huawei was too close to the Chinese state.

---

## [THEME 12 - 3 : HII launches USS John F. Kennedy ahead of further construction, testing](#)

**Source, journal ou site Internet : UPI**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

Huntington Ingalls Industries launched the USS John F. Kennedy into the James River for the first time on Monday. The Kennedy was guided down the river about a mile from Huntington Ingalls' Newport News Shipbuilding Dry Dock 12 with the aid of six tugboats to the shipyard's Pier 3 for additional outfitting and testing. The Kennedy is the second of the new Ford-class aircraft carriers, with the launch coming nine days after the Kennedy's christening and three months ahead of schedule. Officials say they've applied lessons from the troubled production of the first-in-class Ford that have sped up production of the Kennedy. The ship is now at the shipbuilder's Pier 3 to undergo additional outfitting and testing in a phase of construction that is expected to last two and a half years. Crews will build berthing and mess areas and test combat systems on the Kennedy, according to HII. "This move is significant in that it represents a shift in focus from erecting the ship in dock to final completion and outfitting at the pier," Mike Butler, program director for the Kennedy said in a statement. "It is also a testament to the amazing teamwork I see every day between Newport News Shipbuilding and the Navy as we

work together to build Kennedy with valuable first-of-class lessons from the Ford." The Kennedy was christened Dec. 7 in a ceremony attended by its namesake's daughter, former ambassador Caroline Kennedy.?

## □ □ THEME 12 - 4 : Austral delivers USNS Puerto Rico EPF ship to Navy

Source, journal ou site Internet : UPI

Date : 8 décembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Austal USA delivered the future USNS Puerto Rico expeditionary fast transport vessel to the U.S. Navy on Tuesday. The Puerto Rico was christened in November 2018 and finished its expeditionary sea trials in August. EPFs are non-combatant vessels designed to operate in shallow-draft ports and waterways, and carry personnel and supplies. An EPF can carry 600 tons of cargo and 312 troops plus Military Sealife Command attachments over 1,300 miles at a cruising speed of 40 mph. Austal has produced 11 EPFs, including the Puerto Rico, for the Navy and is building three more. "We are excited to accept delivery of another versatile ship, further expanding the advantage of our civilian mariners at sea," said Capt. Scot Searles, Strategic and Theater Sealift program manager for the Navy. "Delivery of our 11th ship is a testament to the inherent flexibility of the EPF class."

## □ □ THEME 12 - 5 : China, S.Korea and Japan leaders to discuss N.Korea tensions

Source, journal ou site Internet : AFP

Date : 19 décembre 2019

Auteur :

Adressé par Jean-Claude Tourneur

Chinese, Japanese and South Korean leaders will discuss a potential free-trade deal and tensions over the North Korean nuclear issue when they meet in southern China next week, officials said Thursday. Chinese Premier Li Keqiang will host South Korean President Moon Jae-in and Japanese Prime Minister Shinzo Abe for the meeting in Chengdu on Tuesday. The visiting leaders will also hold separate talks with President Xi Jinping, Chinese vice foreign minister Luo Zhaohui told reporters at a briefing. The meeting of regional powers comes as tensions have risen between Washington and Pyongyang after North Korea carried out a series of rocket launches. Nuclear talks between the North and the United States have been largely stalled since the collapse of a February summit in Hanoi between President Donald Trump and North Korean leader Kim Jong Un. Pyongyang has issued a year-end ultimatum, promising an ominous "Christmas gift" if Washington does not come up with some concessions. China, an old ally of Pyongyang, introduced a draft joint UN resolution with Russia this week seeking to lift some of the punitive measures that have been enforced on North Korea over its nuclear activities. Tuesday's summit will aim to "have a constructive effect on achieving peace and stability on the Korean peninsula", Luo said, adding however that the leaders would not be discussing the proposed UN resolution. There are also tensions between Japan and South Korea, as their ties have deteriorated over Tokyo's use of forced labour during World War II. The diplomatic friction has resulted in tit-for-tat trade restrictions and the scrapping of a military information-

sharing pact between the two. Luo said China "did not feel that the disagreement between South Korea and Japan had any negative influence on trilateral cooperation". He added that the three leaders would discuss "accelerating" negotiations for a trilateral free trade deal.?

## □ □ **THEME 12 - 6 : Moscow lifts veil on missile attack warning system**

**Source, journal ou site Internet : AFP**

**Date : 19 décembre 2019**

**Auteur :**

**Adressé par Jean-Claude Tourneur**

Russia on Wednesday lifted the veil on its tightly guarded space-based missile warning system, ahead of a vote in the US Congress on President Donald Trump's plan to create a new space force. The new system, named Kupol or dome, is designed to detect launches of ballistic missiles and track them to their landing site, according to documents presented by the general staff to military attaches and visible in photographs on the defence ministry website. As part of the programme, three warning satellites called Tundra have already been put into orbit, starting from 2015. Kupol's exact configuration is not known but it has positioned itself as equivalent to the US surveillance system SBIRS. General Valery Gerasimov, the chief of the general staff of the Russian armed forces, said the latest satellites had "significantly increased Russia's capacity to ensure detection of launches and intercontinental ballistic missiles. He spoke at a defence ministry briefing a day after US Congress approved a \$738 billion (664 billion euro) spending bill to create the new space force, which is under the control of the air force. Russia has had space forces since 2015 which are also integrated with its air force and largely tasked with anti-missile defence. At the same time, it has long accused the United States of wanting to militarise space, which remains one of the last spheres of cooperation between the rival powers. In 2018, the US, which in turn suspects Russia of seeking to develop space weapons, said it was alarmed at the "very abnormal behaviour" of a Russian satellite. Moscow dismissed what it called "unfounded allegations". Russia boasts for its part of developing "invincible" weapons that surpass existing systems, including the hypersonic Avangard missiles, Sarmat intercontinental missiles and Burevestnik cruise missiles, which it claims have an "unlimited range".

## **13/ Titres des articles pouvant être demandés à l'adresse [adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr), qui vous les adressera dans la journée de la demande.**

**Ces articles n'ont pu être insérés dans la revue de presse. Pour recevoir un ou plusieurs articles, il suffit d'adresser un message électronique à l'adresse :**

**[adulou@numericable.fr](mailto:adulou@numericable.fr);**

### **1) Articles en langue française : Hebdo indépendant 19/12/2019**

L'orientation scolaire en France ou de la distillation fractionnée. Des inégalités modulées par l'organisation du système éducatif et par des effets de contexte (9 pages)  
Les @mers du CESM 20/12/2019

L'océan Indien, transport maritime et géopolitique

Douane : la nouvelle VGC antillaise à l'eau

Des centrales inertielles iXblue pour les nouveaux OPV argentins

**SNA Suffren : la divergence du cœur nucléaire menée à bien**

La Banque mondiale s'inquiète d'une hausse de l'endettement sans précédent des pays pauvres et émergents depuis cinquante ans

Incendies en Australie : nouveau record de chaleur, l'état d'urgence décrété à Sydney

Le gouvernement écossais réclame un référendum sur l'indépendance en 2020

Brexit : que va-t-il se passer le 31 janvier 2020 ?

**La reconnaissance faciale, pas si fiable**

Belgique : l'armée belge critiquée, ses blindés modernisés seraient trop exigus

Moscou: un agent des services de sécurité tué dans une fusillade près du FSB

Primaire démocrate : les candidats chargent Trump

Publicité en ligne: Google condamné en France à 150 millions d'euros d'amende pour abus de position dominante

Les cinq choses que les DSI devraient faire maintenant pour se préparer à la 5G

La fibre made in France bientôt organisée en comité stratégique de filière

Vidéo : Haine en ligne, le Sénat supprime le délai de 24h imposé aux plateformes

Transport ferroviaire : la Deutsche Bahn mise sur la 5G pour automatiser ses trains

L'ANFR, le « diplomate du spectre », prépare les JO 2024 avec la blockchain

5G : le principal opérateur de Norvège lâche Huawei

Deutsche Telekom lance l'IA aux troupes de la symphonie inachevée de Beethoven

En Chine, la reconnaissance faciale suscite l'inquiétude de 70% de la population

Ransomwares et cryptomonnaies : jamais les uns sans les autres

Expert Cyber : Cybermalveillance veut distinguer ses bons élèves

5G : un ticket d'entrée à 350 millions d'euros pour les opérateurs

Vidéosurveillance : la CNIL hausse le ton face aux établissements scolaires

Coup d'envoi pour la "French tech des infrastructures numériques"

Malgré un avenir incertain, Huawei ouvre un centre d'innovation 5G à Londres

**Taux d'intérêt négatifs : essai d'évaluation morale**

Le passage au double équipage d'une FREMM et d'un PSP acté pour 2020

Ufast : contrat signé pour deux Squale destinés aux commandos du 13ème RDP

A la découverte de l'OPV Gabriela Silang

Merré va construire les nouvelles vedettes de soutien à la plongée de la marine

Ce raid des Chinois sur le capital de Daimler qui ébranle les certitudes allemandes

Élections au Royaume-Uni : "Let It Be"!

## 2) Articles en langue étrangère :

**The Chinese Navy Is Building An Incredible Number Of Warships**

**Shipping Industry to witness cost rise of \$15 bn over IMO regulations**

US, Russian military leaders meet in Switzerland on Syria (AFP)

## 3) Liens intéressants à consulter :

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/rare-rencontre-entre-les-chefs-d-etat-major-americain-et-russe-20191218>

[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/17/la-marine-chinoise-met-en-service-son-second-porte-avions\\_6023173\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/12/17/la-marine-chinoise-met-en-service-son-second-porte-avions_6023173_3210.html)

<https://www.defensenews.com/air/2019/12/19/the-air-forces-uh-1n-huey-replacement-helicopter-got-a-new-name-today/>

<https://www.alliancnavale.fr/article/quelques-nouvelles-de-la-marine/20/12/2019/981>



**Union-ihedn.org**

<http://www.union-ihedn.org/les-actualites/revue-de-presse/>